

***l'Anti*capitaliste**

n°484 | 11 juillet 2019 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**CONTRE L'EUROPE FORTERESSE
CONTRE LA CRIMINALISATION
DE LA SOLIDARITÉ**



**DE CIRCULATION ET
D'INSTALLATION**

Dossier

**INÉGALITÉS DANS
L'ACCÈS À LA SANTÉ**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Macron n'en a pas fini avec
les «preneurs d'otages»
Page 2

PREMIER PLAN

Hong Kong. Persistance du
rejet de Pékin et de la politique
du pouvoir en place Page 2



ACTU POLITIQUE

Répression. Où est Steve?
Qui a tué Zineb?
Page 4

LIBRE EXPRESSION

15 mois de grève des postierEs
du 92: bilan à chaud d'une lutte
exemplaire Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Macron n'en a pas fini avec les «preneurs d'otages»

On aurait aimé qu'après – notamment – la tragédie du Bataclan, la détestable métaphore selon laquelle les grévistes prendraient les usagerEs «en otage» soit définitivement reléguée aux oubliettes. Mais, lors de la mobilisation à la SNCF l'an dernier, on s'est malheureusement rendu compte que tel n'était pas le cas, la grève des cheminotEs étant à plusieurs reprises qualifiée, par des éditorialistes ou des responsables politiques sans scrupule, de «prise d'otages».

Rebelote lors de la récente grève des examens. Et c'est Macron lui-même qui, le 7 juillet, a cru bon de dresser un parallèle entre terrorisme et mouvement social: «Je respecte chacune et chacun, la liberté d'opinion et la liberté syndicale mais, à la fin des fins, on ne peut pas prendre nos enfants et leurs familles en otage.»

Comprendre: «à la fin des fins», l'action revendicative, lorsqu'elle devient vraiment gênante, est assimilable à du terrorisme. Au-delà de l'outrance, insultante pour les grévistes et pour celles et ceux qui ont réellement connu des situations de «prise d'otages», cette déclaration est un nouvel exemple du rapport que le pouvoir entretient avec la contestation sociale. Le traitement des Gilets jaunes avait été à ce titre symptomatique, avec le recours à une répression inédite mais aussi les tentatives de délégitimation par l'injure, de la «foule haineuse» aux «factieux» en passant par les accusations lors de la prétendue «attaque» de la Pitié-Salpêtrière. Cette énième sortie insultante a été immédiatement critiquée par les enseignantEs, ce qui n'a pas empêché Blanquer d'afficher son soutien à Macron, en justifiant le parallèle entre grève des examens et «prise d'otage», avec une formule qui pourrait presque faire sourire tant elle semble qualifier l'attitude du gouvernement: «Dans cette affaire, on voit bien qu'une petite minorité a cherché à imposer sa loi à la majorité.»

Mais l'on n'a guère envie de sourire. Ce pouvoir, qui se place soudainement du côté de «nos enfants», croit-il que nous avons oublié les gardes à vue des lycéenEs d'Arago en mai 2018 ou les scènes d'humiliation de Mantes-la-Jolie en décembre de la même année? Et croit-il en outre que les lamentables amalgames vont invisibiliser les conséquences désastreuses de sa politique? La réponse est non, et Macron et les siens se rendront compte que les injures et la répression ne dissuaderont pas les salariéEs de lutter, avec les modalités d'action qu'ils et elles choisiront.

BIEN DIT

[Ce] décret détruit les missions du personnel de Pôle emploi, sommé de se transformer en agent actif d'une politique de contrôle et de répression des populations les plus précaires.

Extrait du recours, déposé le 8 juillet au Conseil d'État par plusieurs syndicats et associations de chômeurEs, contre le décret paru le 30 décembre sur le contrôle des chômeurEs.

À la Une

Contre l'Europe forteresse, contre la criminalisation de la solidarité: liberté de circulation et d'installation

Capitaines courage contre vague brune: les «affaires» Carola Rackete et Pia Klemp comme symboles de la nécessaire lutte contre les politiques criminelles des gouvernements de l'Union européenne.

Malgré la fermeture imposée par les autorités italiennes, malgré le rejet des recours auprès de la CEDH (Cour européenne des droits de l'homme), malgré le silence de l'Union européenne et de ses États membres, malgré les risques très importants de poursuites qui l'attendaient à l'arrivée, après 17 jours d'errance avec 42 personnes exténuées à son bord, Carola Rackete, capitaine du *Sea Watch 3* a pris la décision d'entrer dans les eaux italiennes afin d'accoster à Lampedusa et de débarquer les personnes secourues.



DR

Capitaines courage

Une fois son bateau arraisonné, elle a été arrêtée par une vingtaine de policiers et assignée à résidence sur les ordres du fasciste italien Salvini. Cela avait déjà été le cas d'une autre capitaine, Pia Klemp, accusée elle aussi par la justice italienne d'aide à l'immigration clandestine et de complicité avec les «passeurs» alors qu'elle a sauvé plus d'un millier de vies en Méditerranée. Depuis, Carola a été relâchée, mais elle n'est pas tirée d'affaire puisqu'une enquête est menée. Les réactions de protestation et de solidarité avec les deux capitaines courage, dans toute l'Europe, ont certainement joué en leur faveur.

Ces événements dramatiques se répètent malheureusement: *Sea Watch*, *Aquarius*, *Pro-Arms*... nombreux sont les bateaux d'ONG à avoir été bloqués en mer et interdits d'accoster dans le port le plus proche, en violation complète du droit de la mer et des conventions internationales. Les attaques contre les ONG de sauvetage ne datent pas d'hier, mais ont été construites et renforcées durant plusieurs années, à coups de discours laissant sous-entendre un lien entre ONG et «passeurs», de

législations de plus en plus répressives, d'indifférence généralisée face à la violation des droits des personnes exilées.

Une politique meurtrière et liberticide

Ces poursuites sont à remettre dans le contexte plus général de la construction d'une Europe forteresse empêchant l'accès au territoire européen: délivrance restrictive de visas, construction de murs, contrôle militarisé des frontières aériennes, terrestres et maritimes, renvois forcés dans les pays d'origine et sous-traitance du contrôle des migrations à des États peu ou pas du tout démocratiques, comme le Maroc, la Turquie et la Libye. Dans ce dernier pays, une guerre civile fait rage autour de Tripoli entre le Gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par l'ONU et les forces du maréchal Haftar. Des milliers de personnes migrantes enfermées dans les geôles libyennes se retrouvent en première ligne: le soir du 2 juillet, une attaque aérienne sur le camp de détention pour migrantEs de Tadjourah dans la banlieue est de la capitale libyenne a fait plus de 60 mortEs et 80 blessés.

L'extrême droite renforcée

Les partis d'extrême droite ou de droite extrême se renforcent en Europe. Là où ils sont au pouvoir, ils appliquent une politique drastique de fermeture des frontières, de traque des migrantEs ouvertement raciste. Mais ils agissent avec la complicité et l'accord des gouvernements et institutions européennes, à commencer par celle du gouvernement français. Calais, Vintimille, Mayotte... sont des terrains d'expérimentation des moyens policiers de surveillance et de répression. Cette guerre aux migrantEs n'empêche pas ces derniers de venir, mais les pousse à emprunter des voies de passage toujours plus dangereuses. Depuis 2000, plus de 50 000 personnes sont mortes aux frontières de l'Europe, en mer Méditerranée, devenue un immense cimetière marin, aux frontières terrestres de l'UE ou aux frontières des territoires ultra-marins.

Défendre la liberté d'installation et de circulation

Les premières victimes de cette politique sont bien sûr les migrantEs. Mais elle empoisonne l'ensemble

des sociétés européennes en distillant la suspicion, le racisme, le rejet des étrangerEs, l'habitude de la répression, l'idée fautive et dangereuse qu'il n'y aurait pas de place pour tout le monde, autant de poisons qui nourrissent les fascismes de tout bord.

Nous ne pouvons compter ni sur les gouvernements en place ni sur les instances internationales pour contrer les logiques nationalistes nourries d'analyses erronées des questions migratoires, qui guident pourtant les politiques actuelles. L'alternative doit passer par la mobilisation massive des peuples à l'échelle mondiale. Il y a dans le monde de nombreuses personnes qui se lèvent, agissent pour défendre les droits humains. Cela montre que la bataille n'est pas perdue. Il va falloir continuer à la mener et l'amplifier malgré les vents mauvais, avec les premierEs concernéEs: les migrantEs. Il faut construire une vraie solidarité internationale pour la liberté de circulation et d'installation, seul moyen d'empêcher l'hécatombe des migrantEs, seule revendication qui permette réellement de faire respecter l'égalité des droits. Cela nécessite en même temps de se battre pour une juste répartition des richesses, pour que les richesses des pays pauvres ne continuent pas à être transférées vers les pays les plus riches. De la même façon, pour accueillir dignement les réfugiéEs, assurer une véritable égalité des droits, il faut dans notre propre pays lutter pour une répartition des richesses qui permettra d'avoir des logements, des hôpitaux, des écoles, des revenus suffisants pour toutes et tous.

Correspondante (Commission nationale immigration-antiracisme)

HONG KONG

Persistance du rejet de Pékin et de la politique du pouvoir en place

La gigantesque manifestation du dimanche 16 juin a incontestablement constitué un pic dans les mobilisations. Elle a en effet regroupé deux millions d'habitanteEs, soit l'équivalent de 19 millions en France. Elle n'a toutefois débouché que sur l'annonce, la veille de cette manifestation, d'une simple suspension de l'amendement sur la loi d'extradition.

Il était inévitable que surgissent dans l'aire marchante des mobilisations, c'est-à-dire la jeunesse, deux réactions contradictoires: – D'une part, un sentiment de désespoir marqué notamment par des suicides et des rêves d'émigration; – D'autre part une volonté de radicaliser le mouvement, qui s'est notamment traduite par le saccage du Conseil législatif (Legco) le 1^{er} juillet.

Une contestation durable

Les gouvernements de Hong Kong et de Pékin ont fait le choix de ne pas empêcher physiquement cette occupation. L'explication donnée par les autorités est leur volonté d'éviter une escalade pouvant mettre en danger la sécurité des habitanteEs, alors que 550 000 manifestantEs déferlaient pacifiquement à proximité.

La raison réelle est sans doute ailleurs: espérer que la population se retourne contre l'aire la plus radicale, puis déchaîner la répression en profitant du début des vacances universitaires à la mi-juillet. Cette dernière manœuvre semble avoir échoué:

– D'une part, des milliers de jeunes, ont stationné pendant tout le temps de l'occupation aux

abords immédiats du bâtiment, lui apportant un soutien moral et logistique;

– D'autre part, de nombreux HongkongaisEs, sans soutenir le saccage du Conseil législatif, ont publiquement déclaré comprendre la raison d'un tel acte et affirmé leur soutien aux revendications exprimées¹.

Le rejet de la politique des gouvernements de Hong Kong et de Pékin n'est pas près de s'éteindre. En cas de modification de la loi sur l'extradition, la plupart des habitanteEs de Hong Kong se retrouveraient en effet dans la même absence de liberté que sur continent.

Toutes celles et ceux ayant critiqué un jour le régime de Pékin, c'est-à-dire la grande majorité de la population, se sentent menacés. C'est encore plus le cas pour celles et ceux ayant, ou ayant eu un jour, une activité militante.

Un monde à changer

L'HONORABLE MONSIEUR BARRE, UN DES TARTUFFES DE LA BOURGEOISIE. Un compte en Suisse, Raymond Barre? Stupéfaction parmi ceux qui se souvenaient de ce prétendu «grand serviteur de l'État», donneur de leçons sous des airs d'austérité et de sérieux. Mais la révélation du *Canard enchaîné* n'en a pas été vraiment une pour les services de Bercy, Hollande et certains des patrons qui avaient soutenu Barre. Giscard, alors président de la République, intronise Barre comme «un des meilleurs économistes de France» lorsqu'en août 1976 il le nomme Premier ministre. La France vient alors de subir la première grande crise économique internationale depuis la Seconde Guerre mondiale. La croissance est faible, le chômage monte, l'inflation est élevée. Barre, du point de vue de la bourgeoisie, est l'homme de la situation. Il a compris à sa façon que la question était celle du rétablissement du taux de profit qu'il résume ainsi, pour en rejeter la responsabilité sur les salariés: «La France vit au-dessus de ses moyens». Il lance une politique d'austérité tous azimuts et de libéralisation avec comme objectif officiel la lutte contre le chômage et l'inflation. Il échouera sur ces deux plans mais réussira sur ce qui lui tenait vraiment à cœur: engager un tournant néolibéral. Au passage, il dénonce la fraude fiscale et annonce qu'il la combattra sans merci. En mars 1983, Mitterrand reprit la politique barriste. Et, au-delà des nuances secondaires, tous ses successeurs allaient continuer.

Après son passage au pouvoir, Barre conserva une réputation d'homme honnête doté d'une vision de la France. Même chez les politiciens de gauche. Voilà pour la vie publique. Mais parallèlement, notre homme tissait sa pelote financière. Et c'est ce qui vient d'éclater avec l'affaire du compte secret en Suisse qui contenait quelque 11 millions d'euros. En fait, dès 1979, des rumeurs avaient commencé à filtrer à propos de sa villa du Cap-Ferrat: Barre piochait dans les «fonds secrets» mis à la disposition du Premier ministre. Ce que l'on sait aussi maintenant, c'est que dès la victoire de la gauche en 1981, Barre a donné l'ordre de verser en liquide ce qui restait desdits fonds: les sommes qui ont ensuite disparu auraient rejoint le compte suisse. Mais ce n'est pas tout: en 1986, les partisans d'une candidature de Barre en 1988 ouvrent un compte suisse et des grandes entreprises y versent discrètement leur obole: Bouygues, Castorama, Continent, Promodès... Après l'échec de Barre, il restait de l'argent. Qu'est-il devenu? En tout cas, dès 2013, le fisc et Bercy étaient au courant de l'existence d'un compte suisse et Hollande avait été informé. Donc, sans doute, Macron était également au courant. Mais plutôt que de dénoncer ceux qui appartiennent à leur monde, ces gens-là préfèrent s'en prendre aux chômeurEs et à ceux qui reçoivent le RSA!

HÔPITAL Aux urgences, pas de vacances!

En 15 ans, les hôpitaux ont perdu 69 000 lits d'hospitalisation, un chiffre qui monte à 100 000 en 20 ans. Ce qui explique, en grande partie, l'engorgement actuel des urgences qui ont enregistré cette année 23 millions de passages.

Aucune trêve estivale

Les soignantEs ne connaissent aucun répit, y compris en période estivale, notamment dans les régions qui accueillent vacancierEs et touristes. Plus de patientEs, moins de lits et une mortalité qui dépasse celle des accidents de la route... Malgré cela le gouvernement s'oppose à la réouverture de lits d'hospitalisation, il exclut même le moratoire sur les fermetures, demandé par les syndicats. À quoi pensent les médecins en chef d'un grand hôpital public lorsqu'unE patientE vient de décéder et qu'une réunion est convoquée dans le but de comprendre ce qui s'est passé – et de faire en sorte que ça n'arrive plus? Dans un article¹ publié le 26 juin, *Bastamag* pose la question, et la réponse illustre la façon dont la parole des soignantEs est considérée par la hiérarchie. Au CHU de Toulouse, la priorité ne consiste pas à faire la lumière sur les faits, mais à catégoriser certains soignantEs y participant, pour prévenir le risque d'une contestation interne. «Looser», «opposant»,

Chaque jour des préavis de grève sont déposés. Aujourd'hui en France, 181 des services d'urgences des 637 établissements disposant de structures d'urgences générales, dont 76 d'urgences pédiatriques, sont en lutte.



«corporatiste/syndiqué/anti-direction», «pessimiste»: autant d'appréciations qui participent de techniques managériales de manipulation mentale et de discrimination pour «neutraliser les personnalités les plus dérangeantes».

Se mettre en danger pour se faire entendre

La ministre ne fait pas mieux, en envoyant les CRS plutôt que de répondre aux revendications des grévistes qui le 2 juillet dernier,

sous ses fenêtres, ont mis en danger leur vie, en s'injectant de l'insuline... Comme la grève de la faim au Rouvray et les perchés du Havre, les soignantEs se mettent en danger pour obtenir des avancées qui restent en-deçà des besoins sanitaires de la population de ce pays. L'affaiblissement des syndicats en butte aux lois qui se succèdent pour détruire la représentation des personnels et leurs acquis, laisse peu de moyens de se faire entendre par ce gouvernement opposé à l'intérêt

Le chiffre 88%

C'est le taux d'augmentation, en juin, de la déforestation de la partie brésilienne de la forêt amazonienne, en comparaison des chiffres de juin 2018. Pour le mois de mai, ce taux était de 34%. La politique de l'extrême droite de Bolsonaro, en plus d'être sexiste, raciste, homophobe, autoritaire... est également destructrice de l'environnement, pour le plus grand bonheur du patronat brésilien.



Agenda

Dimanche 14 juillet, manifestation des Gilets jaunes Acte spécial.

Du 13 au 21 juillet, Altervillage d'Attac, Dompierre-sur-Mer (17).

Renseignements sur <https://france.attac.org/agenda/article/altervillage-attac-2019>

Samedi 20 juillet, Marche «Adama III, ripostons à l'autoritarisme», Beaumont-sur-Oise (95). À 14h30.



NO COMMENT

Globalement, les prix des TGV baissent depuis plusieurs années.

ÉLIZABETH BORNE, ministre des Transports, France Info, 5 juillet 2019.

Solidarité internationale!

La solidarité internationale avec les luttes se déroulant à Hong Kong pour la démocratie et la justice sociale est plus actuelle que jamais. Il en va également en partie du sort des militantEs du continent luttant pour les mêmes valeurs, et à qui des militantEs de Hong Kong ont apporté une aide depuis des dizaines d'années. Cette solidarité est d'autant plus nécessaire qu'aucune alternative politique crédible n'existe. Le système politique de Hong Kong a été façonné par l'expansion colonial britannique, le grand patronat hongkongais et le pouvoir chinois de façon à assurer au «camp pro-Pékin» une majorité automatique dans les institutions. L'absence d'élections au suffrage universel des institutions permet que celles-ci ne se sentent en rien tenues de prendre en compte les demandes de l'immense majorité de la population.



Dans ces conditions, le principal parti politique d'opposition aurait moins d'un millier d'adhérentEs.

Quant aux groupes et réseaux se réclamant du socialisme, ils ne regrouperaient au mieux que quelques

dizaines de membres. Il en irait de même pour les organisations politiques constituées dans la foulée du Mouvement des parapluies de 2014, et qui ont par ailleurs des orientations politiques extrêmement variées.

Dimanche 7 juillet, une manifestation avant tout destinée à sensibiliser les touristes originaires du continent chinois, a eu lieu à Hong Kong. Elle a regroupé 230 000 participantEs. La mobilisation se poursuit, la solidarité doit s'amplifier!

Dominique Lerouge

1 – Voir l'étonnante vidéo publiée sur le site d'un journal de Hong Kong dont le patron est pourtant très lié au régime de Pékin: <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article49562>.

2 – Lire sur notre site: Dominique Lerouge, «Comment expliquer l'ampleur des mobilisations à Hong Kong?», 3 juillet 2019: <https://npa2009.org/actualite/international/comment-expliquer-l-ampleur-des-mobilisations-hong-kong>.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RÉPRESSION

Où est Steve ?
Qui a tué Zineb ?

Deux récentes affaires de violences policières sont particulièrement révélatrices du climat répressif dans lequel nous évoluons : brutalités policières entraînant la mort, mensonges d'État, impunité garantie par les prétendus organismes d'enquête.

La première de ces affaires, dans l'ordre chronologique, est le cas de Zineb Redouane. Cette femme de 80 ans, victime d'un tir de grenade lacrymogène en plein visage le 1^{er} décembre à Marseille alors qu'elle était à la fenêtre de son appartement, est décédée ensuite à l'hôpital. Et malgré les dénégations initiales du parquet, qui avait affirmé qu'elle était morte « d'un arrêt cardiaque sur la table d'opération » et que le « choc facial » n'était « pas la cause du décès », il est désormais établi, comme les proches de Zineb Redouane ne cessaient de le répéter, que c'est bien le tir de grenade qui est responsable de la mort de l'octogénaire.

Mensonges officiels

Coup sur coup, on a en effet récemment pu prendre connaissance, notamment grâce à une enquête du Média, du rapport d'autopsie réalisé en Algérie et de photos de Zineb Redouane prises sur son lit d'hôpital. Les photos montrent l'ampleur de ses blessures, avec entre autres une fracture grave de la mâchoire, démentant la thèse officielle du « tir en cloche ». Ce que confirme l'autopsie qui, contrairement à celle réalisée en France, constate un « important traumatisme facial imputable à l'impact d'un projectile non pénétrant [...] pouvant correspondre à une grenade lacrymogène ». D'autres révélations, concernant l'enquête de l'IGPN, confirment la thèse du mensonge d'État organisé : du capitaine de CRS qui refuse toujours de transmettre les armes utilisées le 1^{er} décembre, à l'IGPN qui affirme que la caméra de surveillance la plus proche des flics qui ont tiré la grenade était hors d'usage, rien ne nous aura été épargné. Dernier élément en date, Denis Robert du Média affirme que « selon [ses] sources, un ou des policiers, vraisemblablement des CRS, seraient montés dans l'appartement de Madame Redouane et l'auraient nettoyé à grande eau, enlevant les objets brisés et les traces de tir et de grenade. »



Silence assourdissant

Autant d'éléments qui ne peuvent manquer de faire penser à une deuxième affaire, celle de la disparition du jeune Steve à Nantes suite à une violente charge des flics lors de la fête de la musique. Près de trois semaines plus tard, le corps de Steve n'a toujours pas été retrouvé, et tout semble être organisé pour exonérer les autorités de toute responsabilité. Ainsi que l'expliquait *Libération* le 27 juin, « en faisant le choix de saisir seulement l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) d'une enquête administrative, le ministère a, de fait, verrouillé les investigations. La police des polices ne dispose effectivement d'aucun pouvoir de contrôle de l'autorité préfectorale, pourtant responsable de l'opération de maintien de l'ordre en cause. » Une IGPN qui, en outre, et comme on peut le voir dans le cas de Zineb Redouane, est loin d'être exempte de tout soupçon et peut même se faire opposer des fins de non-recevoir par les autorités policières. « Où est Steve ? » : près de trois semaines après sa disparition et en l'absence scandaleuse de toute communication officielle, la question ne cesse d'être posée, comme l'est la question « Qui a tué Zineb ? ». Des questions que nous continuerons de poser avec leurs familles, leurs proches, ainsi qu'avec toutes celles et ceux qui se battent, souvent depuis des années, contre les violences policières, notamment dans les quartiers populaires, et contre les mensonges d'État. Avec, parmi les prochains rendez-vous majeurs, la marche du 20 juillet à Beaumont-sur-Oise, en mémoire d'Adama Traoré et contre l'autoritarisme.

Julien Salingue

EXTRÊME DROITE De quoi Marion Maréchal est-elle le nom ?

Invitation finalement annulée par le Medef, repas réussi avec des élus LR, participation à l'université d'été d'Academia Christiana... l'agenda de Marion Maréchal est scruté de près ces derniers temps. « Marion a la cote », comme le titre une récente une de *Présent*, le quotidien d'extrême droite. La nièce, qui n'avait trompé personne sur la réalité de son « retrait » de la vie politique, a bien entamé son retour... annoncé dès son « départ » en 2017.

En 2017, le journal *Valeurs actuelles* livrait le « testament politique » de la députée. Cette interview, où elle citait le « philosophe François-Xavier Bellamy », donnait déjà la direction de ses manœuvres actuelles : « la stratégie victorieuse réside dans l'alliance de la bourgeoisie conservatrice et des classes populaires ».

« Résurrection intellectuelle de la droite conservatrice »

Moins d'un an après son « départ », elle fait une apparition remarquée, près de Washington, à la très réac Conservative Political Action Conference où elle multiplie les clin d'œil à Trump. Un mois plus tard, le FN tient son congrès à Lille, sans Marion Maréchal mais avec Steve Bannon en guest star. Marine Le Pen y annonce notamment vouloir tenir un colloque pour « en finir avec mai 1968 ». Le FN ne parviendra pas à organiser sa réunion publique. Mais extrême droite et droite extrême auront leur temps de déploration de tous les maux français avec la conférence « Débranchons mai 68 ». L'événement rassemble large mais bien à droite : d'Alain Robert (l'un des fondateurs historiques du FN passé au CNIP puis à l'UMP) à Emmanuelle Ménard (députée « droite hors les murs ») en passant par Béatrice Bourges (ex Manif pour tous et Printemps français) et Aurélien Verhassel (célèbre identitaire lillois et cognéur). Le colloque est organisé par *Incorrect* et



les Veilleurs d'espérance. Le premier est un magazine dont le rédacteur en chef, Jacques de Guillebon, co-préside le conseil scientifique de l'ISSEP, l'école de Marion Maréchal. L'autre est une association fondée par d'anciens cadres de la Manif pour tous, dont le versaillais Pierre Nicolas, ancien directeur de cabinet de Marion Maréchal. Elle est la vedette de la soirée et y propose un projet de « résurrection intellectuelle de la droite conservatrice ».

« Former de futurs dirigeants »

En mai 2017, Marion Maréchal annonce vouloir se consacrer à son avenir professionnel. Elle s'attache à lancer une école privée

d'enseignement supérieur. L'ISSEP ouvre ses portes en 2018 à Lyon et propose des cours de science politique comme de management. Son but est de « détecter et former de futurs dirigeants aptes à travailler en mode projet dans l'univers politique comme dans l'entreprise privée »... Convaincue que sa « famille de pensée doit investir davantage le champ de la métapolitique », Marion Maréchal déclare, au forum économique de Yalta en avril 2019, que « l'économie et l'opinion sont devenus des vecteurs de puissance comme l'étaient et le sont toujours le territoire, l'armée ou la démographie ». Son compagnon, Vincenzo Sofo, cadre de la Lega italienne, partage

l'idée du besoin de formation d'une « élite alternative » capable de préparer le terrain : « la Lega doit son succès à plus de vingt ans de travail. La chute électorale du Mouvement 5 étoiles révèle à l'inverse qu'un manque de préparation est un formidable gâchis ».

Il n'est pas anodin que le Medef ait cherché à l'inviter. En voyant dans les Gilets jaunes une « remise en cause de la démocratie libérale », Marion Maréchal place le conservatisme et l'identité comme un point nodal entre les électorats « de la droite conservatrice et de la France périphérique » : conservatisme pour défendre des valeurs familiales et culturelles, conservatisme pour défendre un modèle social mis à mal par la mondialisation.

« Transmettre et reconquérir »

Le projet de Marion Maréchal ne se réduit pas à un rapprochement RN-LR. Il ne s'agit pas d'une concurrence avec sa tante pour le leadership sur le camp nationaliste et encore moins dans une course à la présidentielle. Le courant de pensée de Marion Maréchal cherche à former « la droite enracinée et entrepreneuriale » pour « peser concrètement dans les affaires de la cité ». Des « Républicains » séduits par la droite « hors les murs », aux jeunes entrepreneurs du cercle Audace en passant par les activistes identitaires, Marion Maréchal évolue peut-être dans l'entre-soi des extrêmes droites et des droites radicalisées. Mais elle forme des troupes qui n'ont pas besoin d'être massives. « Transmettre et reconquérir » sera la thématique de son intervention à l'université d'été d'Academia Christiana. Marion Maréchal fait de la politique. Elle n'a jamais cessé et maintient ce vieux projet jamais abandonné de l'époque où les programmes du RPR, de l'UDF et du FN étaient tous rédigés par des membres du Club de l'Horloge. Réfléchissons à ce que cela signifie dans un contexte de recul du mouvement ouvrier et d'offensives généralisées contre le monde du travail.

Commission nationale antifasciste

FÉMINICIDES

Un Grenelle pour négocier avant la bataille ?

Le 7 juillet a été décompté un 75^e féminicide depuis le 1^{er} janvier 2019 : une femme a été assassinée dans les Yvelines. Alors que de nombreuses associations féministes se mobilisent contre les féminicides depuis plusieurs mois, Marlène Schiappa a annoncé ce lundi 8 juillet, sur le plateau de BFM-TV, qu'il n'y « a pas de solution miracle » pour lutter contre les féminicides.

C'est évidemment un décompte morbide que celui qui consiste à compter celles d'entre nous qui sont assassinées par leur conjoint ou ex-conjoint. C'est aussi la partie visible de l'iceberg parmi toutes les femmes qui subissent des violences en fonction de leur genre pendant leur vie, le nombre de femmes qui subissent des violences conjugales ou des violences dans le cadre du foyer. Ces chiffres, qui sont de plus en plus médiatisés, montrent que ces violences ne sont pas des accidents isolés, mais font système. Elles sont l'une des nombreuses facettes de la domination masculine.

Une solution miracle ?

Ces dernières semaines, la bataille médiatique a fait rage entre, d'un côté, le gouvernement, et en particulier la secrétaire d'État Marlène Schiappa et, de l'autre, les associations féministes, pour savoir s'il y avait une « solution miracle » au

problème des féminicides. Ainsi dans une tribune parue sur le site du *Monde*, initiée par Nous Toutes¹, on peut lire cinq propositions au gouvernement pour éviter les féminicides. On peut s'accorder sur le constat : les manques de moyens, les plaintes des femmes jamais prises en compte. La justice qui laisse faire. Marlène Schiappa estime de son côté qu'il n'y a pas de solution miracle contre les féminicides, elle a même été plus loin : « Si on fait un chèque d'un milliard et que les féminicides s'arrêtent, on le fait immédiatement ». Nous aurions presque envie de dire chiche, car ce qui est certain, c'est que ça n'a jamais été fait.

Négocier sans rapport de forces ?

Sous la pression médiatique, le gouvernement a donc annoncé un « Grenelle » contre les violences conjugales. La secrétaire d'État recevra aussi les associations féministes dans les prochains jours... et là est le hic. Certes, il y a eu

des rassemblements plus nombreux qu'habituellement, mais aujourd'hui il n'y a pas de mobilisation de masse, ce qui fait que ces associations vont encore une fois aller négocier sans aucun rapport de forces.

Pire, les revendications qui se font le plus entendre en ce moment sont les mesures répressives, que l'on peut entendre et comprendre dans une certaine mesure, mais qui ne régleront pas le problème des violences : la prison n'a jamais empêché le crime.

Il n'y aura pas de miracle contre les violences conjugales, mais il n'y a pas rien à faire : il est possible d'investir massivement dans l'éducation, prévoir des structures importantes pour la protection et l'hébergement des femmes qui subissent les violences, augmenter les salaires (car oui les femmes qui restent sont souvent celles qui ont peu d'autonomie financière) et mettre fin à la précarité (CDI pour toutes, fin des temps partiels imposés...).

Vers une mobilisation de masse ?

Mais quelles que soient les revendications, elles ne seront obtenues qu'au terme d'un bras de fer avec le gouvernement. Il n'y a pas de fatalité à des mobilisations minoritaires. Nous pouvons dès aujourd'hui lancer l'idée d'une mobilisation nationale pendant le Grenelle du 3 septembre. Partout dans le monde, les femmes se mobilisent massivement contre les violences et les féminicides, et c'est cette question qui a lancé la grève internationale du 8 mars initiée par l'Argentine. Comme elles, en France, plutôt que des politiques de lobbies, construisons un mouvement large, unitaire et auto-organisé contre les violences faites aux femmes.

Mimosa Effe

1 - « Les féminicides ne sont pas une fatalité : Monsieur le président, réagissez », lemonde.fr, 4 juillet 2019 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/07/04/les-feminicides-ne-sont-pas-une-fatalite-monsieur-le-president-reagissez_5485282_3232.html

SYRIE Solidarité avec la population abandonnée de la région d'Idlib!

Judi 20 juin, deux membres de l'opposition syrienne démocratique tenaient à Paris une conférence de presse tentant de secouer l'indifférence que subissent les quatre millions d'habitantEs et réfugiéEs de la région d'Idlib (ou Idleb) en Syrie. Ceux-ci sont soumis à la fois au blocus et aux bombardements cyniques et meurtriers du régime syrien et de ses alliés, et à l'oppression des milices d'Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex al-Nosra liée à al-Qaïda) qui ont pris le dessus parmi les forces armées s'opposant à Assad.

Cette conférence de presse était animée par Brita Hagi Hassan, président du Conseil local d'Alep, en grève de la faim depuis le 8 juin, qui a publié l'appel « Sauvez Idlib » dans la presse française, et Akram al Ahmed, directeur du Syrian Press Center, président de la Charte éthique des médias syriens. Le maire a dû fuir Alep-Est à la chute de la ville fin 2016 pour se réfugier en France. La plupart des AlépinEs refusant le joug du régime syrien se sont réfugiés dans la région d'Idlib, comme ceux de la Douma orientale et de toutes les régions écrasées par les bombardements et la politique de la « terre brûlée » que mène Bachar al-Assad. Il s'agit de la dernière zone de refuge du peuple syrien insurgé, alors que les frontières jordanienne et turque sont fermées, sans même parler de celles de l'Union européenne.

Une « désescalade » pour mieux reprendre l'offensive
Brita Hassan dénonce le scandale que constitue l'abandon par la « communauté internationale » de ces populations qui subissent, depuis le mois d'avril, une offensive féroce des forces d'Assad soutenues par l'aviation russe, avec un nouveau déplacement de plus de 500 000 habitantEs qui ont tout



perdu. Plus de 200 000 d'entre elles et eux se massent actuellement à la frontière turque, sous les oliviers, et n'ont même pas une tente pour les protéger du soleil et de la pluie. 1 million d'enfants sont de nouveau déscolarisés. Un « accord de désescalade » avait pourtant été signé en septembre 2018 sous la pression de la Russie et de la Turquie, deux « parrains » avec leur propre jeu trouble, qui devait mettre fin aux actions militaires dans cette zone surpeuplée. Comme à chaque fois, l'armée d'Assad a utilisé le temps de la trêve pour se réorganiser, obtenir des informations actualisées sur les infrastructures, en particulier hôpitaux, centres de communications... pour repasser

ensuite à l'offensive. Depuis le mois d'avril, ce sont ainsi 25 hôpitaux et centres médicaux, de nombreux entrepôts et marchés, des écoles, et 35 000 maisons de 200 localités de la région qui ont été détruites par les bombardements incessants du régime et de ses alliés, faisant de nombreux mortEs et blesséEs. Cette offensive a permis aux troupes d'Assad de reprendre 20 villages dans un premier temps. Mais les populations, manifestant dans la rue leur colère contre les forces islamistes de HTS qui avaient récemment préféré combattre les autres forces rebelles que le régime pour asseoir leur domination sur la région, ont forcé les diverses milices à défendre la région contre les forces d'Assad et du régime

iranien, ce qui leur a infligé plusieurs défaites sur le terrain et freiné l'offensive en cours.

Catastrophe humanitaire en cours

À l'heure actuelle, c'est donc la perspective des bombardements permanents contre les zones civiles qui se renforce. La rage étirent ce peuple martyrisé, constatant l'abandon qu'il subit face à Assad et ses alliés, et face aux forces intégristes qui marquent des points militairement, mais toujours pas dans le contrôle des esprits et des structures de la société civile. Les deux opposants se font les porte-parole d'une exigence de solutions d'urgence face à la catastrophe humanitaire en cours, et aussi pour la libération des 100 000 prisonnierEs politiques et disparuEs menacés d'extermination par le régime criminel syrien, dimensions pourtant parfaitement identifiées par les institutions internationales comme l'ONU. Les anticapitalistes et révolutionnaires se doivent de relayer ces exigences, et, face à trop d'aveuglement, y compris à gauche, affirmer sans cesse la nécessaire solidarité de peuple à peuple contre tous les pouvoirs oppresseurs, quels qu'ils soient.

Christian Babel et Pierre Arnaud

PAYS BASQUE Liberté pour Josu Urrutikoetxea et les prisonnierEs politiques!

Josu Urrutikoetxea a été arrêté le 16 mai alors qu'il se rendait dans un hôpital public de Haute-Savoie. Il est depuis enfermé à la Santé, sans visite ni courrier. Une cour d'appel a statué sur sa remise en liberté, mais il a été de nouveau arrêté avant même avoir passé la porte de la prison car l'État espagnol demande son extradition. L'examen du mandat d'arrêt européen aura lieu le 16 octobre.

Malgré l'accusation, par l'État espagnol, d'avoir organisé un attentat meurtrier dans une caserne (ce qu'il nie), Josu est l'un de celles et ceux qui, au sein d'ETA, essaient de trouver une solution au conflit depuis la fin des années 1980. Il a participé aux diverses tentatives pour trouver des accords de paix et c'est lui qui a lu, avec Marixol Iparragirre (emprisonnée à Réau), la déclaration de dissolution d'ETA. Son arrestation par la France et la demande de son extradition par l'État espagnol montrent leur opposition au processus de paix. Ils ont tout fait pour empêcher ETA de rendre les armes, en arrêtant à plusieurs reprises les personnes qui devaient les récupérer et les neutraliser.

Vengeance d'État

En lieu et place de négociations, c'est une vengeance d'État qui s'exerce, avec en premier lieu une politique d'éloignement, mise en œuvre depuis 25 ans, qui isole les prisonnierEs de leurs familles et de leurs soutiens. Il y a aujourd'hui 211 prisonnierEs (dont 40 en France), souvent très loin du Pays basque (75% sont à plus de 500 km). Les familles et amiEs paient cher cette dispersion, financièrement et surtout humainement : 16 personnes sont mortes sur les routes de la dispersion en 25 ans, et on ne compte plus le nombre des blesséEs. EloignéEs de leurs proches, les prisonnierEs sont en outre condamnés à vie, leurs demandes de libération étant quasi systématiquement refusées. Castaner le disait à Bayonne le 4 juillet : « L'évolution d'ETA n'a pas d'impact sur l'effet de la condamnation ». Autrement dit : il n'y aura pas de geste politique de résolution de conflit. Les prisonnierEs resteront en prison, souvent condamnéEs à une peine de mort qui ne dit pas son nom. Le 5 juillet, alors qu'un tribunal avait accepté la demande de liberté conditionnelle de Xistor Haranburu, 65 ans, le parquet a fait appel de cette décision. Il restera donc à Lannemezan, après 30 années passées en prison et alors qu'il est libérable depuis 11 ans.

Deux poids, deux mesures

Dans le même temps, les responsables d'attentats et de meurtres contre des militantEs de la gauche basque n'ont jamais été condamnés ou, s'ils l'ont été, sont sortis très rapidement de prison. Si Felipe Gonzales, Premier ministre de 1982 à 1996, n'a jamais été inquiété, une partie des commanditaires des attentats perpétrés par les Groupes antiterroristes de libération (GAL) ont été jugés en raison du scandale causé par la découverte de la responsabilité du gouvernement espagnol. Parmi eux, Julien Elgorriaga, gouverneur de la province de Gipuzkoa, condamné à 71 ans de prison pour avoir organisé le meurtre de deux membres d'ETA, a été libéré au bout de quelques mois parce qu'il était malade. On peut aussi citer le ministre de l'Intérieur de l'époque, José Barrionuevo, condamné à 10 ans de prison et qui en a effectué trois sous le régime de semi-liberté.

Criminalisation des soutiens

Cette vengeance d'État s'exerce aussi contre les soutiens aux prisonnierEs et exiléEs ou au processus de paix. Le 16 septembre s'ouvrira ainsi, à Madrid, le procès de 47 personnes accusées d'avoir soigné, défendu ou soutenu des prisonnierEs basques. 601 années de prison sont requises au total (entre 8 et 20 ans par accuséE) contre des membres d'Herrera (association défendant le retour des prisonnierEs et des exiléEs), d'Etxerta (association de familles et de proches), de Jaiki Hadi (association qui soigne physiquement et psychologiquement les prisonnierEs, leurs proches et les victimes de la torture), ainsi que des avocats. Nous devons exiger l'amnistie et le retour des prisonnierEs et des exiléEs au Pays basque et l'arrêt de la criminalisation des militantEs de la cause basque.

U.M.

GRÈCE Préparer les résistances populaires

Les législatives du 7 juillet ont réservé une surprise, que n'ont pas comprise les médias français.

Certes, le parti de droite Nouvelle Démocratie (ND) obtient une belle victoire (environ 2 250 000 voix et 39,85% (1 526 000 et 28,09% aux législatives de septembre 2015, 1 873 000 et 33,12% aux européennes de mai 2019). Avec 158 sièges et en tête dans la plupart des régions, il peut former seul le nouveau gouvernement : c'était son objectif. Une belle réussite pour la droite, reposant sur un fort soutien des médias liés au grand patronat pour l'héritier de la dynastie Mitsotakis.

Défaite pour Syriza, mais...

C'est, bien sûr, une défaite pour Syriza, et tous les commentaires sur le « pari perdu du joueur Tsipras » ne peuvent pas cacher la cause fondamentale de la défaite : l'immense déception créée par le renoncement à une rupture avec la troïka, et le maintien, en dépit de quelques améliorations sociales, du chômage, des bas salaires et de la précarité. Pourtant, après son mauvais score aux européennes (1 343 000 voix, 23,75%



des suffrages, contre 1 926 000 voix et 35,46% en septembre 2015), et alors que plein d'« experts » lui prédisaient une nouvelle chute, c'est l'inverse qui s'est produit : avec 1 781 000 voix et 31,53%, Syriza résiste assez fortement, d'où la hargne hier du Pasok (sous le nom de Kinal, il obtient 8,1%, en léger progrès) et la mauvaise humeur du KKE (PC grec), qui avec 299 000 voix et 5,30%, continue à perdre et en pourcentages et en voix (en 2009, 517 000 voix et 7,54%). Syriza arrive en tête dans de nombreux quartiers populaires, et dans plusieurs régions : toute la Crète, l'Achaïe (40% contre 32% à ND), les zones ouvrières de l'Attique. Il retrouve la tête dans des mairies perdues par la gauche : Haïdari,

Egaleo, Kaisariani. On peut ainsi dire que la défiance populaire vis-à-vis de Syriza s'est exprimée avant tout par l'abstention, phénomène qui s'accroît : 42,1%, contre 36,1% en janvier 2015. Et surtout les chiffres de participation locale renforcent cette abstention de classe : souvent de 65%, voire plus de 70% de participation dans les banlieues bourgeoises, contre 50-55% dans les banlieues ouvrières (à comparer aux 63% à 67% en janvier 2015!).

Quelles perspectives?

La ND a fait le plein des voix, siphonnant les groupes centristes et une partie de l'extrême droite : d'un côté Chryssi Avgi (Aube dorée) perd ses députés, mais un autre groupe fasciste, Elliniki Lyssi, y

fait son entrée (3,7%). Même si le politicien Mitsotakis répète qu'il gouvernera pour l'union de tous les Grecs (mais les autres?!), le programme ultra libéral que veut appliquer la ND risque de pousser le curseur très à droite, avec un discours sécuritaire révélateur du poids de l'extrême droite dans les cadres de la ND (plusieurs ont été élus).

Face à cela, la gauche doit en premier lieu faire ses bilans, en particulier la gauche anticapitaliste Antarsya, qui n'obtient que 23 000 voix et 0,41%, et est profondément divisée (la scission de Syriza LAE/Unité Populaire obtient 0,28%...). Mais surtout, il faudra dépasser le paradoxe de voir toute la gauche anti-mémorandum s'affaiblir davantage pendant que de nombreux jeunes et travailleurEs disent leur espoir de résistance en continuant de voter Syriza malgré les politiques menées depuis 2015... Ce qui est urgent est, d'une part, la relance de la construction d'une large gauche anticapitaliste dépassant le seul cadre d'Antarsya et, d'autre part, la bataille, difficile vu le poids du sectarisme, pour lancer des fronts uniques de résistance associant gauche révolutionnaire, radicale, KKE et Syriza (et même Mera 25, de Varoufakis, qui entre au Parlement).

À Athènes, A.Sartzekis

Territoires abandonnés comme le 93, diminution de 69000 lits hospitaliers en 15 ans, grève des urgences, grève de la faim ou perchés dans les hôpitaux psychiatriques de Rouen ou du Havre, difficultés à trouver un médecin de ville... La santé va mal.

Les gouvernements qui se sont succédé ont décidé d'attaquer frontalement les soins remboursés par la Sécurité sociale, pour alléger les dépenses des entreprises qui payent cette part de notre salaire qui est mise en commun, selon le principe chacun paye selon ses revenus et reçoit selon ses besoins. Mais la santé, c'est bien plus que les soins, même si celles et ceux qui sont les plus mal soignés sont aussi celles et ceux qui respirent l'air le plus pollué (42000 morts prématurées en France), qui mangent le plus de plats préparés par l'industrie, facteurs d'obésité et de cancer, sont le plus soumis aux pesticides et autres perturbateurs endocriniens, subissent le plus le stress et les produits dangereux au travail, et pour oublier tout cela grignotent, fument et boivent plus. Nul «choix individuel» dans tout cela, mais l'implacable logique sociale qui fait mourir en moyenne 13 ans plus tôt les 5% les plus pauvres de notre société par rapport aux 5% les plus riches.

Pour la première fois depuis plus d'un siècle, l'espérance de vie ne progresse plus en France, surtout du côté des femmes, premières victimes de l'offensive libérale. Et si l'on regarde du côté de l'espérance de vie en bonne santé, la moyenne française, déjà en dessous de la moyenne européenne, stagne depuis 10 ans, à 64,7 pour les femmes, et 63,1 pour les hommes, avec des inégalités sociales criantes. Elle est à la mesure du développement des inégalités dans notre pays. Signe de l'épuisement absolu du capitalisme finissant, qui tue les sols, pollue les airs et les assiettes, et fait mourir plus tôt les travailleurs et les travailleuses!

Frank Cantaloup



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTÍN NODA / HANS LUCAS

INÉGALITÉS



DANS L'ACCÈS À LA SANTÉ

DES INÉGALITÉS SOCIALES DE SANTÉ QUI NE BAISSENT PAS

Malgré la Sécurité sociale, les inégalités sociales de santé sont importantes en France. Les attaques contre la Sécurité sociale et les hôpitaux et maternités ne peuvent que les renforcer, même si ces inégalités ont d'autres raisons.

« **L**a France fait partie des pays où les inégalités sociales de mortalité et de santé sont les plus élevées en Europe occidentale et celles-ci n'ont eu aucune tendance à régresser ces dernières années, contrastant avec l'amélioration du niveau moyen de l'état de santé. [...] Les politiques menées jusqu'à présent en France n'ont pas permis de les réduire. » Ainsi commençait l'intervention de Thierry Lang, chercheur de l'université de Toulouse, lors d'un colloque organisé il y a quelques années par le ministère de la Santé¹.

Quelles conditions d'accès aux soins ?

On peut distinguer deux grandes catégories de déterminants des inégalités sociales de santé :

- Les déterminants situés hors du système de santé : socio-économiques (l'accès à l'emploi, les conditions de travail, la politique du logement, l'éducation, etc.) et les comportements de santé (alimentation, tabac et alcool, etc.) qui, très souvent ne relèvent pas seulement de la responsabilité individuelle, mais dépendent aussi des inégalités sociales ;
- Le système de soins et de prévention médicalisée. Cet article concerne ce dernier aspect.

Toutes les mesures qui privent une partie de la population d'un accès aux soins dans de bonnes conditions renforcent les inégalités sociales de santé.

En termes de droits, l'immense majorité des personnes vivant sur le territoire bénéficie certes d'une protection sociale obligatoire par l'assurance maladie, mais subsistent des exceptions concernant certaines catégories d'étrangerEs. Hors ces situations, le principal obstacle est financier, du fait de la difficulté des personnes aux revenus les plus faibles à accéder à une protection sociale complémentaire facultative : 11% des personnes les plus pauvres n'ont pas de couverture complémentaire santé, contre 2% des plus aisées. Mais la couverture complémentaire ne dispense pas partout de faire l'avance de frais et chaque mutuelle ne propose pas la même couverture. Il faut également tenir compte des comportements des médecins et établissements de santé : ainsi, les bénéficiaires de la Couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) et de l'Aide médicale d'État (AME) se heurtent à des refus de soins et discriminations. Des compléments d'honoraires sont parfois demandés : 46% des spécialistes en facturent. Dans certaines localités, le choix est très limité et les délais pour obtenir un

rendez-vous peuvent être longs : les patientEs doivent payer le prix fort ou patienter des mois.

Les personnes qui ont vu un médecin peuvent ensuite, par exemple, hésiter à présenter une ordonnance si le reste à charge risque d'être trop élevé. Le renoncement aux soins est un phénomène fréquent puisque l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (Irdes) l'évalue en moyenne de l'ordre de 16% dans l'année, avant tout pour des soins optiques et dentaires, mais la renonciation à des soins médicaux est sans doute sous-estimée. On verra ce que donnera effectivement le « reste à charge zéro » annoncé par Macron, c'est-à-dire le remboursement intégral, dans certains cas, des frais d'optique, des prothèses dentaires et auditives, tant du point de vue des patientEs concernés, de types de prothèses et lunettes couvertes, que de tarifs des mutuelles (qui ne devraient pas augmenter!).

L'économie de marché en cause

Ensuite jouent les inégalités territoriales : l'offre de soins est répartie de façon inégalitaire. Ces disparités s'observent pour la densité des médecins généralistes, de spécialistes, ou le temps d'accès aux urgences et concernent avant tout les habitants de certains quartiers des

grandes métropoles ou ceux des zones rurales. Et, parmi eux, avant tout celles et ceux dont les revenus sont les plus faibles. Les fermetures de maternités ont donné lieu à des luttes importantes. À Die dans la Drôme, les femmes doivent désormais se rendre à Valence ou à Montélimar pour accoucher, à 70 kilomètres. Enfin, viennent les carences de la médecine préventive : services de PMI, services de santé scolaire et universitaire, médecine du travail...

La préservation et l'amélioration du système de protection sociale ainsi que l'arrêt des fermetures des hôpitaux et maternités avec les embauches nécessaires sont donc des préalables absolus pour éviter l'approfondissement des inégalités sociales de santé. Mais cela ne suffira pas. Et au-delà du dispositif de santé, c'est bien l'économie de marché et de profit qui est en cause car, comme le soulignait Thierry Lang, « si l'accès à des soins de qualité est un enjeu toujours essentiel [...], les déterminants des inégalités sociales de santé sont hors du système de santé »².

Henri Wilno

1 – Thierry Lang et Valérie Ulrich, « Les Inégalités sociales de santé », actes du séminaire de recherche de la DREES 2015-2016.

2 – Institut de veille sanitaire, *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, 8 mars 2011.

L'OFFENSIVE LIBÉRALE RÉDUIT L'ESPÉRANCE DE VIE, NOTAMMENT CELLE DES FEMMES

Depuis quatre ans, l'espérance de vie en France a cessé de croître, après avoir fait un bond historique de trente ans au cours du 20^e siècle, gagnant jusqu'à trois mois de vie en plus chaque année.

Si l'espérance de vie stagne chez les hommes, passant de 79,2 ans en 2014 à 79,4 ans en 2018, elle diminue chez les femmes, passant de 85,4 ans à 85,3 ans. Un phénomène que l'on retrouve dans d'autres pays développés, qui interroge bien sûr sur les coups portés à notre système de santé, mais aussi surtout sur les évolutions négatives de notre environnement, de notre alimentation, de notre mode de vie, de nos revenus, encore aggravés si on les regarde avec les yeux des femmes.

Montée de 45% des cancers chez les femmes

Moins stressées, moins violentes, moins alcooliques et moins fumeuses, consultant plus fréquemment leur médecin, longtemps protégées par leur métabolisme, une fois la mortalité due aux accouchements effacée par les progrès de

la médecine, les femmes des pays développés affichaient une bien meilleure santé que les hommes, avec plus de huit années de vie supplémentaires. Mais les sociétés évoluent, et la place des femmes aussi. Elles travaillent plus, dans des emplois où l'exposition aux facteurs pathogènes augmente. Elles doivent combiner le stress de l'activité salariée avec le travail domestique. Leur consommation d'alcool, mais surtout de tabac se développe.

Un rapport de Santé publique France et de l'Institut national du cancer vient d'être rendu public et fournit un début d'explication. Il analyse, pour le cancer, la montée inquiétante des nouveaux cas depuis 1990, une montée qui touche surtout les femmes. Une montée de 45% chez les femmes, et de 6% chez les hommes, même si ces chiffres doivent être fortement relativisés du fait de l'augmentation de la population et de son

vieillesse. Alors que chez les hommes le cancer du poumon régresse un peu, tout en restant la première cause de mortalité avec près de 23 000 décès, il est en forte hausse chez les femmes, avec chaque année + 5,3% de nouveaux cas et + 3,5% de mortalité. Il risque de devenir, devant le cancer du sein, la première cause de mortalité par cancer chez les femmes. En cause selon l'étude, la forte augmentation du tabagisme féminin depuis les années 1960, mais pas seulement puisque 15% des patientes atteintes de cancer du poumon n'ont jamais fumé, ce qui pointe du doigt tout un ensemble de facteurs environnementaux. Les épidémiologistes qui ont présenté l'étude plaident pour un dépistage organisé du cancer du poumon, ciblant les personnes à risque, hommes et femmes entre 50 et 74 ans, ayant fumé plus de vingt-cinq ans.

Mode de vie dégradé

Au milieu des années 2000, une baisse des nouveaux cas de cancer du sein avait été notée, peut-être en rapport avec la baisse de la prescription des traitements

hormonaux substitutifs de la ménopause. Ces cancers repartent à la hausse (+ 0,6% annuel), chez les femmes entre 65 et 74 ans, mais aussi chez les très jeunes femmes, même si grâce aux progrès thérapeutiques et à un dépistage qui demande à être étendu mais aussi affiné, la mortalité régresse. Les auteurs de l'analyse soulignent les facteurs de risque connus : facteurs hormonaux et reproductifs (nombre d'enfants), mais aussi montée de l'obésité et de la consommation d'alcool (qui pourrait être responsable de 15% des cancers du sein). Ils soulignent aussi le rôle « d'autres facteurs suspectés, comme le travail de nuit, les perturbateurs endocriniens ou certaines expositions professionnelles ». En effet, si l'on ajoute la montée des cancers du testicule (+ 2,6% de nouveaux cas par an) à celui du sein, cancers hormono-dépendants, l'utilisation massive des perturbateurs endocriniens dans notre environnement est clairement posée. Et, au-delà, les effets d'un mode de vie dégradé. Ils soulignent aussi la montée des nouveaux cas de cancer du pancréas (+ 2,7% par an chez l'homme

et + 3,8% chez la femme), où l'augmentation du tabac, de l'alcool et de l'obésité devrait jouer un rôle à confirmer. Le rapport note aussi l'augmentation des risques d'hémopathie, les cancers du sang, et pointe les facteurs environnementaux, avec une certitude chez les agriculteurs en citant l'association des pesticides (dont le glyphosate) au développement des lymphomes. Seule bonne nouvelle, les cancers de la sphère ORL, de l'œsophage (avec le traitement des infections à *helicobacter pylori*), tous très sensibles à la baisse de la consommation d'alcool et de tabac masculine, mais aussi les cancers de l'utérus sont en baisse.

Le poids des inégalités sociales

On voit que les facteurs les plus souvent mis en avant dans l'augmentation des cancers sont l'alcool et le tabac. Mais tabac et alcool ne sont pas des « choix individuels », ils sont, comme l'obésité, un marqueur social très fort ! Et le rapport évoque souvent les facteurs environnementaux, un mot pudique qui désigne les produits de l'agro-industrie et de l'alimentation transformée, les

perturbateurs endocriniens, les pesticides, le travail de nuit, l'air pollué... Toutes choses qui ne sont pas également partagées dans notre société, et qui frappent d'autant plus qu'on est plus pauvre. Car une autre manière de lire ces chiffres est de les analyser à travers le niveau de revenus. On voit alors que la montée des inégalités joue un rôle majeur sur l'espérance de vie. Et on sait qu'il y a souvent plus pauvre qu'un pauvre, c'est la femme d'un pauvre. Qu'on pense au niveau de retraite des femmes ! Selon une étude de l'Insee de 2018, qui ventile l'espérance de vie selon le niveau de vie, il existe un écart de 13 ans d'espérance de vie (8 ans chez les femmes) entre les 5% les plus riches et les 5% les plus pauvres. Par exemple, aux alentours de 1000 euros par mois de revenus, 100 euros supplémentaires sont associés à 0,9 an d'espérance de vie en plus chez les hommes, et 0,7 an chez la femme. La baisse des revenus des plus pauvres, la montée des inégalités sociales, notamment chez les femmes : une autre manière de lire la fin de la montée de l'espérance de vie.

FC

L'EXEMPLE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

La population de la Seine-Saint-Denis, 1,6 million d'habitants, est confrontée à des inégalités sociales de santé majeures qui s'accroissent tandis que l'offre de soins se raréfie et tend à devenir inaccessible pour les plus précaires.

Le 93 cumule les déterminants sociaux délétères pour la santé : taux de pauvreté, de chômage, de familles monoparentales, de jeunes au faible niveau de scolarité, d'insuffisance de logements sociaux... tous au-dessus des moyennes nationales. Les conséquences en termes de santé sont graves avec, par exemple, une mortalité infantile pour les enfants de moins d'un an la plus élevée en France métropolitaine (17,5 pour 1000, avec une moyenne nationale de 12 pour 1000), un pourcentage élevé de femmes enceintes qui consultent tardivement, une incidence de tuberculose la plus élevée des départements métropolitains...

Nombreux obstacles

Les obstacles à l'accès aux soins sont nombreux :

- Le 1^{er} est d'ordre financier : les restes à charge sont lourds pour les soins courants et pénalisent d'autant plus les habitants qu'un nombre très important d'entre elles et eux n'ont pas de couverture médicale complémentaire (jusqu'à 40% par exemple à Saint-Denis, contre 5% au niveau national) et doivent reporter à plus tard les soins ou y renoncer.

- Le 2^e s'explique par des droits à l'accès aux soins stigmatisants et restrictifs : ainsi les bénéficiaires de la CMU et de la CMU-C, plusieurs centaines de milliers de personnes dans le 93, se voient souvent refuser l'accès à des consultations de spécialités ou à des examens complémentaires.

Les bénéficiaires de l'Aide médicale d'État (AME), nombreux dans le département (1/3 de tous les AME du pays) possèdent une « sous-carte Vitale » qui ne permet pas, entre autres, l'accès à des actes de prévention. Et pourtant l'obtention de cette carte AME est un véritable parcours du combattant car le ou la migrant sans papiers doit prouver qu'il est en France depuis plus de 3 mois, donner une adresse, ce qui est compliqué quand on vit à la rue ou en squat, et donner une copie de ses papiers d'identité qui ont souvent été perdus ou volés pendant le trajet migratoire. À cela s'ajoute la barrière de la langue et très souvent l'inhospitalité administrative. D'où des périodes longues sans droits ouverts avec comme conséquence, comme l'observent les soignantEs du centre de Médecins du monde à Saint-Denis, des retards aux soins pour la moitié des consultants. Ces entraves seraient supprimées si la revendication d'une carte Vitale unique pour tout le monde avec remboursement à 100% était obtenue.

Désert médical

Les autres freins à l'accès aux soins sont dus au fait que tout le 93 devient un « désert médical » avec des taux de professionnels de santé très inférieurs à la moyenne dans tous les domaines (médecins généralistes, spécialistes, dentistes, infirmières, sages-femmes, kinés). Ainsi il devient difficile d'avoir un médecin traitant, d'obtenir une visite à domicile pour une personne âgée ou un rdv avec unE gynéco, unE ophtalmo ou unE dermatolo-

Ce tableau montre bien que le système actuel de la médecine de proximité est obsolète avec son côté marchand, ses pratiques individuelles qui n'attirent plus les jeunes, son paiement à l'acte qui exclut les actions de prévention. Il faut donc revendiquer des centres de santé de proximité, financés par la sécu, où des équipes pluridisciplinaires exercent une médecine globale dans un quartier pour répondre, avec les habitants, à leurs besoins de santé. Réduire les inégalités de santé passe certes par un vrai service public de santé, mais cela restera limité si l'on ne s'attaque pas aux maux du capitalisme lui-même.

C. Bensimon

MÉDECINE DE VILLE : VERS L'INDUSTRIALISATION ?

Le gouvernement utilise les déserts médicaux, les difficultés grandissantes à trouver un médecin, pour faire émerger une nouvelle organisation pour les médecins de ville : une médecine industrielle. Cela en rupture avec la politique traditionnelle qui se résumait à : « Augmentez vos revenus en faisant des dépassements d'honoraires (qui sont passés de 900 millions à 2,5 milliards d'euros), mais limitez vos prescriptions remboursées par la Sécu (arrêts de travail, médicaments) ».

La médecine libérale est à bout de souffle, notamment la médecine générale. À cause des politiques libérales, d'abord. Au nom du déficit de la Sécu, les gouvernements ont réduit le numéros clausus de 8500 places en 1971 à 3500 places en 1993, et préparé les déserts médicaux. Mais, plus fondamentalement, à cause de la nature même de la médecine libérale, isolée, solitaire, sourde aux déterminants sociaux de santé, peu portée vers la coordination des soins et la démocratie sanitaire qu'impose

une société plus éduquée, où les polyopathologies chroniques imposent de mettre les patientEs, leur intelligence, leur pouvoir sur leur vie au centre des stratégies de soin. Avec sa liberté d'installation qui multiplie les effets de fuite devant la politique de métropolisation du capital, synonyme de fin des services publics dans les campagnes et les banlieues populaires. Avec son paiement à l'acte et ses dépassements d'honoraires.

La médecine comme centre de tri ?

Bien loin des discours sur l'accès aux soins de qualité pour touTEs que permettraient les maisons de santé pluridisciplinaires, la dernière séance de négociation conventionnelle (sécu - syndicats médicaux) illustre bien les intentions du pouvoir. La Caisse nationale d'assurance maladie y développait la nécessité que les médecins, flanqués d'assistantEs médicaux (dont le nombre devrait en 3 ans monter à 4000), voient en moyenne 6 patientEs par heure (10 minutes par patientE, contre actuellement, en moyenne, 15 minutes), et 12 patientEs par heure (5 minutes) pour les assistantEs médicaux... La médecine de ville, devenue ainsi centre de tri, suppose aussi nouveaux locaux, nouvelle organisation spatiale du travail, regroupements, investissements immobiliers. La naissance d'un secteur capitalistique, avec pharmacie

en bas, location, par des sociétés immobilières de locaux aux médecins, qui pourraient encaisser à la chaîne les honoraires. À l'image des centres « Plus belle ma vue », où une batterie d'orthoptistes examine les yeux des patientEs, reliés par internet à un ophtalmologiste en Espagne, en faisant des dépassements d'honoraires et en refusant la CMU !

Bien sur, les malades auront la « liberté » de payer plus, pour se payer un « vrai » médecin qui ne soit pas avare en temps d'écoute, d'examen. Mais seuls les « premiers de cordée » y auront accès. À la campagne, au bas des tours, une médecine capitalistique, à la chaîne, sans médecin, voilà l'avenir. La destruction du secteur psychiatrique l'illustre bien. La fin d'un service public de proximité de la psychiatrie, gratuit, c'est la fuite de ceux qui peuvent payer vers des psychiatres de ville déjà débordés, et l'abandon pour la majorité des patientEs.

À nous de défendre un autre horizon, un service public de santé de proximité, pluridisciplinaire, maillant tout le territoire, financé par la Sécu et géré par la démocratie sanitaire et pas l'austérité, prenant en charge les soins gratuits, la prévention, la permanence des soins, avec une formation indépendante des labos, où les différentEs intervenantEs médicaux auront autant de temps à consacrer aux patientEs qu'il en faut.

FC



LA POSTE Courageuses et déterminées, les factrices de Miélan ne comptent pas lâcher!



Cinq factrices de Miélan (Gers) sont en grève depuis le 21 mai. DR

Avril 2019: une réorganisation de plus pour les postierEs du bureau de Miélan (Gers), et une nouvelle tournée qui passe à la trappe, après celle qui avait déjà été supprimée deux ans auparavant. Les conséquences ont été immédiates.

C'est la course toute la journée, et tant les conditions de travail (des sandwiches avalés à la va-vite dans la voiture en guise de repas) que le service public (fini le lien social quand on n'a même plus deux minutes pour discuter avec les usagerEs) se dégradent fortement. Un mois après la mise en place de cette restructuration, la coupe est pleine pour cinq factrices de cet établissement, qui se mettent en grève illimitée, avec le soutien de Sud et de la CGT. L'attitude de leur direction ne se différencie en rien du positionnement général de La Poste : mépris et refus de négocier.

Une affaire très politique

Leur demande est pourtant simple, réinjecter des moyens humains, en l'occurrence une tournée supplémentaire les lundis, mardis et mercredis, qui sont les jours les plus chargés pour cause de distribution de publicité non adressée. L'argument en carton mâché servi par La Poste, à savoir la nécessité de maintenir les équilibres économiques, est ici encore plus ridicule qu'à l'habitude : les moyens mis en œuvre pour casser la grève (notamment faire venir des « renforts » d'autres départements, avec les frais que cela implique) finissent par coûter plus cher que de répondre aux revendications des grévistes. L'affaire est donc, comme c'est de plus en plus le cas à La Poste, politique. Il s'agit, pour la boîte, de faire la démonstration que relever la tête ne peut rien apporter de bon. Seulement c'est sans compter la formidable détermination dont font preuve les grévistes, leur inventivité (vente de gâteaux sur les marchés pour alimenter la caisse de grève, pique-nique de soutien...) et le soutien dont elles bénéficient de la part d'une population habituée à se battre pour la défense des services publics. Mais ce soutien doit encore être élargi, notamment financièrement. Nous invitons à envoyer les dons à Sud PTT 32 (1, impasse Fermat, 32000 Auch) et à la CGT FAPT 32 (28, rue Gambetta, BP 20138, 32003 Auch Cedex), mention « solidarité factrices de Miélan » au dos du chèque.

Édouard Gautier

ÉDUCATION NATIONALE Blanquer saborde le bac

Vendredi 5 juillet, jour de publication des résultats du bac, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer se félicitait dans les médias que le « chaos » ait été évité. Une bravade de cour d'école, largement démentie par les retours du terrain.

Si touTEs les candidatEs des baccalauréats généraux et technologiques, session 2019, ont pu prendre connaissance de résultats le vendredi matin, dans un grand nombre de centres cela s'est fait au prix de bricolages divers et variés. En voulant casser la grève, Blanquer a détruit tout cadre national et collectif pour le bac. À l'instar du bac 1968, le bac 2019 est donc un bac qui restera dans les annales.

Des résultats à n'importe quel prix...

À l'origine de cette grève du bac, il y a le mouvement de contestation dans l'Éducation nationale depuis le début de l'année. Ras-le-bol des conditions de travail et des salaires gelés, rejet de la réforme du lycée, puis de la loi Blanquer sur « l'école de la confiance », et plus généralement le mépris d'un ministre adepte du passage en force.

La grève des surveillances lundi 17 juin avait donné quelques premières sueurs froides à la rue de Grenelle. Mais elle n'a pas permis d'empêcher ou de décaler les épreuves. Par la suite, des assemblées générales se sont prononcées en faveur d'une grève lors du jour de la restitution des copies, à même de perturber la machine pendant un jour ou deux, pour rendre visible la colère enseignante.

Blanquer a poussé des collègues à durcir leur action, jusqu'au point d'orgue du jeudi 4 juillet, où une AG parisienne a réuni près de 650 profs ; des AG se sont tenues à Toulouse, Montpellier, Dijon, Lyon... Blanquer a alterné entre déni (la grève ne concerne que « 2,5% des copies »), menaces (sanctions, retraits de 15 jours de salaire, etc.) et magouillages divers (notes inventées) pour pouvoir tenir le calendrier officiel « comme si de rien n'était ». Il a créé les conditions d'un bras de fer là où il aurait été beaucoup plus raisonnable de repousser de 24 heures la publication et de se mettre – enfin – à l'écoute des revendications des profs.



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

À la place, et contre les instructions du ministère, des jurys de bac n'ont pas pu se tenir sans les notes des grévistes, le jeudi 4 juillet. En l'absence de note, il avait été expressément demandé d'utiliser les moyennes annuelles, ou à défaut d'inventer des notes. Ce qu'un certain nombre d'enseignantEs ont évidemment refusé de faire. L'administration a pris le relais, mettant des notes aléatoires. En tout, ce sont environ 320 centres d'examen, dans 19 académies, qui ont été impactés. Loin des pourcentages minimalistes annoncés par le ministre dans les médias...

Le brevet et les bacs pro gagnés par la contestation

Il faut ajouter à cela les autres secteurs de l'Éducation nationale, moins médiatisés mais touchés eux aussi par la colère des personnels. En collège, dans un contexte marqué par le report pour cause



BLOQUONSBLANQUER.FR

de canicule et par la perspective de la grève du bac imminente, on a vu le 1^{er} juillet une grève de la surveillance modestement suivie, et des AG au moment de la correction qui ont mis en débat la question de la grève. En lycée professionnel, les profs ont fait la grève des corrections, ce qui a obligé certains rectorats à décaler leur calendrier de deux jours et à reconvoquer d'autres collègues.

Blanquer: tricheur, menteur et brutal

La gestion de la crise du bac 2019, et des examens en général, aura des conséquences à long terme.

Le choix politique, assumé par Jean-Michel Blanquer, est celui d'une rupture consommée avec l'ensemble de la profession. Il apparaît nu, totalement autoritaire, à l'image du reste du gouvernement Macron. Une rupture qui va bien au-delà des grévistes, minoritaires bien que largement soutenus par leurs collègues. Pour une frange large des profs, attachés au sens et aux valeurs du métier, il y aura un « avant » et un « après » la « blanquerisation » du bac... Même dans les rangs des chefs d'établissements, pourtant traditionnellement loyaux envers leur ministre, des voix s'élèvent pour dénoncer les tripotillages auxquels ils et elles ont été contraintEs de se livrer.

Car au bout du compte, le bac 2019 a eu lieu. Malgré un mouvement qui aura surpris tout le monde, y compris chez les plus militantEs, par sa spontanéité et son impact. Et dont la leçon générale est que le rejet de Blanquer n'a jamais été aussi fort dans l'Éducation nationale. Pas de doute : à la rentrée, les enseignantEs vont continuer leurs mobilisations contre Blanquer et son monde!

Albert Melville et Raphaël Greggan

NEW LOOK Un premier succès qui en appelle d'autres

Nous publions un communiqué de Sud-Commerce sur la situation à New Look, où les salariéEs protestent contre la décision de la direction (britannique) de New Look de fermer 21 de ses 29 magasins français d'ici 2021.

Le 8 juillet, le comité d'entreprise de New Look a approuvé avec le liquidateur un plan social d'un montant total de 2,5 millions sur les 5,5 millions de trésorerie restants de l'entreprise, le surplus revenant de droit à l'AGS. À ce plan, qui compte six mesures d'accompagnement, vient s'ajouter la prise en charge d'un cabinet de reclassement par le ministère du Travail.

Une brèche a été ouverte

Ces dispositions sont le fruit de la ténacité des représentantEs du personnel depuis des mois, soutenus par une partie du personnel qui a même occupé, à partir du 21 juin dernier,



DR

plusieurs magasins de l'enseigne, ce qui a eu un fort retentissement médiatique, ainsi que de l'intervention de nombreuses personnalités politiques que nous remercions. Nous ne nous leurrerons cependant pas sur le fait qu'elles ne feront qu'amortir un peu les

près de 400 licenciements, en suspens depuis septembre 2018, qui interviendront dans quelques jours. Face à la fin de non-recevoir de la direction anglaise quant à l'indemnisation des salariéEs ainsi lésés, nous comptons engager des actions visant

notamment à lui faire assumer sa responsabilité et réparer le préjudice des travailleurEs licenciés au titre du co-emploi. Également ne pas laisser impunies les éventuelles fraudes au droit français ainsi que les entraves commises à l'encontre des instances représentatives du personnel, ce que nous ne manquerons pas de faire savoir y compris en Angleterre (nous attendons aussi du liquidateur, de l'AGS et de l'État qu'ils fassent de même). Alors que les suppressions d'emplois sont légion dans l'habillement, la grande distribution et désormais l'ameublement, les New Look ont démontré qu'une lutte déterminée, même minoritaire, pouvait renverser une situation jugée inexpugnable: une brèche a été ouverte, sachons l'élargir!

Le 8 juillet 2019

HÔTEL NH MARSEILLE Elles sont là pour la victoire

Les femmes de chambre de l'hôtel NH collection à Marseille, salariées de l'entreprise Elior, n'en démordent pas. Elles veulent la victoire, un point c'est tout! Et la satisfaction de leurs revendications: une hausse des salaires, le dimanche travaillé majoré de 50%, un treizième mois, le paiement des heures indues, le respect...

Au bout de presque 90 jours de grève, c'est toujours avec la même détermination et le poing levé que les grévistes occupent leur piquet de grève. Rien ne leur aura pourtant été épargné: présence de vigiles, de flics en faction, de la BAC, violences policières, gazage, expulsion du piquet de grève, convocations au commissariat, gardes à vue

arbitraires, intimidations, menaces, pressions judiciaires et proposition bidon d'une augmentation de 30 centimes et 150 euros de dédommagement. Jusqu'à la visite d'une députée LREM...

350 millions de dividendes

Elior, qui prévoit en 2019 des redistributions de dividendes à ses actionnaires d'un montant d'environ 350 millions

FORD BLANQUEFORT Jusqu'ici tout va mal, mais qui sait pour l'atterrissage ?

C'est l'une des conclusions du TGI : il ne serait pas ou plus possible de contester un licenciement avant qu'il ait eu lieu. Ce n'est pas un scoop, tant toutes les « réformes » de ces dernières années (sous Sarkozy, Hollande et Macron) vont dans ce même sens : supprimer des contraintes et des barrières légales, donner tous les permis et pouvoirs aux patrons.

Les pouvoirs publics capitulent

Mais les reculs du droit et de la législation n'ont pas tout effacé. Il reste encore dans les textes des points d'appui pour contester, pour mener la bataille, pour défendre nos droits, notre droit au travail. Même si cela peut paraître peine perdue, voire une illusion dans l'état de la société d'aujourd'hui, il reste que nous n'avons aucun intérêt à laisser faire les choses ainsi. Oui l'État, les pouvoirs publics, les collectivités territoriales capitulent au fil des années et des « dossiers » face aux capitalistes. Sous prétexte d'une impuissance qu'ils s'inventent eux-mêmes, ils adoptent confortablement et hypocritement la posture de ceux qui ne peuvent que limiter les dégâts.

Ce n'est pas une grosse surprise mais c'est un problème quand même. Le 2 juillet, le TGI de Bordeaux, que nous avons saisi pour constater le PSE de Ford, s'est déclaré incompetent, se permettant ainsi de ne pas juger de l'existence ou pas d'un motif économique qui justifierait la fermeture de l'usine. Traduction : aucun pouvoir ne s'assurerait de la légalité ou pas d'un plan de licenciements... avant qu'il ait lieu.

Mais cette « impuissance » est un mensonge. Car il existe encore des outils législatifs pour s'opposer à une multinationale comme Ford, General Electric et tant d'autres. Il y a de quoi dénoncer et condamner leurs mensonges et tricheries. Et il y a surtout de quoi les empêcher d'agir. Certes la Constitution ne permet pas de réquisitionner ou d'exproprier même gentiment en « nationalisant temporairement ». Mais même si le droit de propriété est sauvegardé (ouf), reste que l'abus de droit est sanctionnable. Reste qu'un plan de fermeture d'usine et de licenciements peut être abusif et donc illégal. Et, en l'absence de motif économique, un plan de licenciements est illégal. C'est écrit dans la législation. C'est même écrit dans la convention de l'OIT sur les licenciements, ratifiée par la France. Et c'est écrit dans la Charte sociale européenne, ratifiée elle aussi par la France.

Bataille contre le fatalisme

Il ne peut être question « d'impuissance » de la part du pouvoir politique, mais bien d'un laisser-faire qui relève une complaisance à l'égard des possédants, et aussi d'une incapacité à se confronter à ce capitalisme « fou » (dixit Macron rendant hommage récemment à l'OIT !) et donc à défendre les intérêts de la population face à la rapacité destructrice de ce capitalisme. Quand on saisit les tribunaux, c'est le contraire d'une illusion dans la justice, c'est à l'opposé d'une résignation, c'est tout simplement la lutte visant à empêcher les licenciements qui est menée le plus loin possible, avec les forces que nous avons, avec les outils qui sont à notre disposition. C'est l'objectif, tout bête, de faire interdire des licenciements, les nôtres bien sûr, mais aussi d'empêcher la disparition des

emplois induits dans la région, que personne d'autre que nous ne pourra défendre. C'est une bataille contre le fatalisme, contre cette idée qu'aujourd'hui nous ne pourrions rien faire d'autre que de prendre la plus grosse prime possible. Sauf que notre vie, notre dignité, notre avenir... se jouent plus dans la sauvegarde de nos emplois, de nos salaires et dans la défense du collectif que dans un chèque, aussi gros soit-il. Alors, bien sûr, nous faisons appel de la décision du TGI, nous attendons une date d'audience et un jugement pour fin septembre... à quelques jours de nos licenciements. Certes, le compte à rebours est terrible mais on ne se demande pas si c'est utopique ou naïf. On sait que si l'exploit reste possible, c'est parce que nous sommes toujours là à résister !

Philippe Poutou

ÉDUCATION NATIONALE « On ne laissera pas détruire nos collègues de République »

150 à 200 enseignantEs se sont réunies mercredi 3 juillet devant le rectorat de Créteil pour répondre aux attaques du recteur Auverlot, relayées par une scandaleuse campagne de presse.

Excédé par un établissement, le collège République de Bobigny qui, depuis une vingtaine d'années, est un des cœurs militants du département, le recteur Auverlot (ancien directeur académique de Seine-Saint-Denis) avait décidé de faire des exemples. Il a tenté de traduire en conseil de discipline deux militants de Sud Éducation et de la CGT Éducation 93, et de muter « dans l'intérêt du service » (c'est-à-dire de force) deux militantes de Sud. Face à des dossiers d'accusation vides, le rectorat a dû renoncer aux conseils de

discipline, mais il a maintenu les mutations contre la volonté de deux collègues présentes depuis une vingtaine d'année.

Campagne de calomnies

À défaut de pouvoir établir des faits justifiant des sanctions contre des enseignantEs par ailleurs connus pour leur engagement pédagogique, le rectorat a utilisé une méthode particulière. Il a laissé organiser une campagne de calomnies complaisamment relayée par des articles de presse, et pas des moindres : 3 pages dans *Libération* à la veille de la commission de mutation, et

un article dans *le Parisien* le lendemain. Un collectif anonyme, qui a choisi la dénomination éloquente de « Bouches cousues », s'est employé à salir les collègues, avec comme objectif d'empêcher la solidarité à leur égard. La riposte unitaire des organisations de l'intersyndicale 93 (CGT-CNT-SNES-SNEP-SNFOLC-SUD), mais aussi de nombreux et nombreuses collègues, est extrêmement importante. D'abord pour préserver le moral des deux collègues trainées dans la boue, et ensuite pour dissuader le rectorat de recourir à des méthodes de répression qui, ne

se contentant pas de sanctionner administrativement des militantEs syndicales, cherchent à les atteindre dans leur intégrité professionnelle et leur dignité humaine. Des équipes militantes attendent d'ores et déjà Sabine et Caroline sur leurs nouvelles affectations pour les entourer et continuer les mobilisations. Contre la mise en œuvre des réformes Blanquer et pour défendre le droit à l'éducation, tout particulièrement dans les quartiers populaires. Le ministre et son recteur n'en ont pas fini avec les profs du 93.

Cathy Billard

MARSEILLE Vive la lutte des McDo !

Depuis le 1^{er} juillet, les employéEs du McDo de Saint-Barthélemy sont en grève, contre les licenciements qui frappent ce haut lieu des luttes salariales contre la multinationale et ses franchisés.

Le McDo de Saint-Barthélemy dans les quartiers Nord de Marseille est un McDo un peu particulier : l'un des rares lieux de vie pour le quartier de longue date, mais aussi lieu de luttes, depuis une quinzaine d'années. Ce qui a permis d'obtenir pour les salariéEs un treizième mois, davantage de contrats à temps plein. Chose rare chez McDo, nombreux sont les salariéEs à travailler depuis plusieurs années.



Une direction aux méthodes de voyous

Ces acquis sociaux et militants sont dans le viseur de la maison mère, McDo France, et de son franchisé marseillais. À l'été 2018, la direction a essayé de soustraire le plan social à un repreneur bidon. Ce qui a été retoqué par la justice. Exemple parmi tant d'autres du mépris de la direction : au mois de mai dernier, le McDo a été braqué par des hommes armés, qui ont pris la recette et agressé le directeur. Le franchisé n'est jamais venu voir les salariéEs ; en revanche, il est très vite allé au commissariat récupérer l'argent volé. Une semaine plus tard il convoquait une salariée pour un entretien préalable à un licenciement économique. Menaces, intimidations, agressions, chantage et tentatives de corruption, ou encore remplacement des équipes : la direction a eu recours à de véritables méthodes de voyous pour isoler les grévistes. Au nombre desquels notamment Kamel, délégué syndical et leader du mouvement, aujourd'hui menacé de licenciement avec six de ses collègues. Menaces qui ont déclenché la grève dès le 1^{er} juillet. Le McDo est fermé et occupé par les grévistes. Ils et elles refusent les licenciements et réclament la requalification des CDD en CDI, le paiement des heures de grève et des investissements pour assurer de meilleures conditions de travail et la pérennité du site. En creux, ils dénoncent la volonté de la direction de le fermer. McDo France avait en effet déréférencé ce site de l'application mobile. La lutte emblématique de ce McDo dans les quartiers Nord a permis de créer des liens avec d'autres McDo à Marseille et ailleurs, mais aussi avec d'autres salariéEs en lutte dans le voisinage. Ce genre d'initiative, à multiplier et élargir, peut permettre de renforcer leur lutte et celle de touTEs. Face aux patrons voyous, aux plans de licenciements, aux réorganisations, au non-respect du code du travail, à la violence du management, chacun dans sa boîte est dos au mur. C'est par la convergence de ces luttes que le rapport de forces pourra être renversé.

CorrespondantEs

d'euros pour un chiffre d'affaires de plus de 6 milliards, peut et doit payer. Face à l'avidité d'une poignée de nantis, la solidarité financière ne cesse pas et permet de résister et de remplacer les salaires manquants, de faire vivre la grève ! Les grévistes ont commencé par occuper chaque jour l'entrée de l'hôtel, puis pratiqué le concert de casseroles qui résonnaient dans tout le quartier pendant des heures. Elles ont interpellé les Gilets jaunes et reçu la visite de leur cortège plusieurs fois. Leurs soutiens ont opéré quelques « descentes », aussi rythmées, dans un autre hôtel NH de Marseille. L'hôtel a dû revoir à la baisse ses prix pour les « désagréments » de la grève et son restaurant haut de gamme s'est retrouvé clairsemé. NH a dû alors faire semblant de s'intéresser au sort

des femmes de chambre employées par son prestataire.

Multiplés actions

Plusieurs soirées de soutien ont eu lieu, au Molotov, à la Maison du Peuple, récemment ouverte dans un ancien Pôle emploi par des militantEs et des Gilets jaunes. Elles sont allées à Madrid, devant le siège de NH Hôtel, et ont reçu le soutien de la CGT espagnole, de Podemos et de femmes de chambre. Elles ont aussi fait le voyage à Genève pour rejoindre la CGT HPE (hôtel de prestige) de l'hôtel Campanile de Suresnes, alors encore en grève, et faire des actions devant deux hôtels de chacun des groupes hôteliers. Elles ont alors été de la manif lors de la grève des femmes en Suisse, le 14 juin. À Marseille, la CNT-SO et la CGT13 ont participé à des actions de soutien à

des employéEs d'Elior qui travaillent dans des enseignes de la gare Saint-Charles. Car là non plus on n'aime pas les syndicalistes, et des procédures de licenciement sont en cours. Dans la même démarche, les grévistes sont aussi allées interpellier d'autres enseignes marseillaises (hôtel Best Western Belsunce, boutiques rue Paradis...) qui sous-traitent leur nettoyage à Elior.

Soutien aux grévistes !

Le groupe Elior a refusé pendant trois mois toute discussion, toute médiation, toute négociation, notamment avec le syndicat CNT-SO, refusant les convocations de la Direccte, louvoyant avec la préfecture. Celle-ci vient de finir par la sommer d'entamer des négociations et d'accepter de discuter avec le syndicat. Une médiatrice a été désignée, qui a



déjà rencontré les femmes de chambre le 4 juillet. Devrait suivre une réunion avec Elior. Marlène Schiappa ne les a pas invitées à son raout avec les grands patrons du ménage et de la propreté le 3 juillet à Paris. Et elles ne l'ont pas vue non plus venir les rencontrer sur le piquet. Non, c'est la BAC qu'on leur envoie pendant qu'on ouvre les salons ministériels aux patrons. En clair : les grévistes ont besoin de tout notre soutien !

Correspondant

Solidarité caisse de grève en ligne : <http://www.lepotcommun.fr/pt/mcwrkn0>



Rencontre-débat Olivier Besancenot-Youcef Brakni. Le lundi 1^{er} juillet, notre camarade Olivier Besancenot a participé à une rencontre-débat (« *Quelle gauche aujourd'hui face au duo infernal libéralisme et extrême droite ?* »), à Bagnolet (93), avec Youcef Brakni, du comité Adama. Un riche moment d'échanges au cours duquel ont été abordées des questions aussi diverses que le mouvement des Gilets jaunes, les rapports entre la gauche et les quartiers populaires, le combat contre le racisme et l'islamophobie, la convergence des luttes, les perspectives à gauche, etc. Des discussions d'autant plus intéressantes qu'elles s'appuient sur des expériences communes, de l'intervention dans le mouvement des Gilets jaunes au combat pour la mémoire d'Adama et contre les violences policières. Des points de vue parfois différents mais souvent convergents, qui confirment que de telles initiatives sont salutaires et méritent d'être multipliées, afin de mutualiser et de confronter les expériences et les points de vue au sein de la gauche sociale et politique, dans la perspective de la construction d'alliances face à Macron et son monde, et de l'élaboration d'un projet alternatif, radicalement émancipateur.

Les Nôtres

Yves Petident

Quelques centaines de personnes sont venues rendre un dernier hommage ce lundi à notre camarade Yves Petident : sa grande famille, ses amiEs, ses camarades et aussi une centaine de Gilets jaunes, venuEs de l'assemblée d'Auxerre.

Yves avait contribué à l'animation de cette AG avec toute la passion et le dévouement dont il était capable. Cette assemblée l'avait d'ailleurs délégué à l'AG des AG de Commercy, ainsi qu'à celle de Montceau-les-Mines. Malheureusement, il n'aura pas vécu assez longtemps pour pouvoir y participer. Il est mort bien trop tôt, à 56 ans, ce lundi 24 juin 2019. Yves n'a jamais cru que le système capitaliste était une fatalité et il a su reconnaître dans le mouvement des Gilets jaunes la renaissance d'une rage collective, celle de l'espoir d'un monde meilleur, et dont les travailleurs et travailleuses, privéEs ou non d'emploi, seraient les véritables acteurs et actrices.

Mais la vie militante d'Yves avait commencé bien avant, d'abord dans les rangs du Parti des travailleurs, dont l'appareil bureaucratique l'a finalement exclu. C'est ainsi qu'il a rejoint le groupe CRI et est devenu membre fondateur du NPA et de sa tendance CLAIRE. Mais les luttes intestines et les violences dans les rapports entre militantEs, insupportables pour Yves qui était particulièrement attaché à la construction de relations saines, quelles que soient les divergences d'orientation, entre militantEs révolutionnaires, auront eu raison de son militantisme partisan, mais pas de sa conviction profondément révolutionnaire et anticapitaliste.

Enfin Yves, qui connaissait dans sa chair la violence du système capitaliste, de sa précarité, de ses conditions de travail mortifères, s'en échappait et les combattait aussi par ses activités artistiques. La musique, la poésie et plus tard le théâtre ont été pour lui des armes essentielles. « *On est là* », « *Anticapitalistes* », a-t-on scandé et chanté devant ton cercueil mis en terre. Car nous ne pouvions pas mieux te rendre hommage qu'en continuant à lutter, avec l'imagination que tu as toujours su nourrir, la rage que tu rendais si belle et ta confiance viscérale en l'espèce humaine.

« Big bang » à gauche

Réanimer la gauche du passé, une perspective d'avenir ?

L'appel « big bang » se veut une réponse à la crise de La France insoumise et plus globalement de la gauche, face à la menace de l'extrême droite, à la répression, pour reconstruire un projet émancipateur. On ne peut qu'être d'accord. À condition que cela serve réellement à construire les luttes et/ou un projet de rupture avec le capitalisme.

La réunion du 30 juin a réussi à réunir des personnalités très variées, de Philippe Martinez à des représentants de Youth for Climate. Une délégation du NPA s'y est rendue pour montrer notre disponibilité pour des discussions et actions unitaires.

Le problème de la référence à la gauche

Les initiateurEs et la majorité des intervenantEs s'opposent à l'orientation « populiste » de la direction de la FI. Mais cette opposition ne se prolonge pas dans le projet de reconstruction des délimitations de classe. La lutte des classes est d'ailleurs quasiment absente du discours de Clémentine Autain¹, qui parle de président des riches, jamais de bourgeoisie; de solidarité, de République, d'égalité entre les territoires, mais pas de la lutte du monde du travail contre le camp d'en face. Le projet de reconstruire la gauche prend alors tout son sens puisque cette délimitation a été « *le produit d'un compromis historique particulièrement instable entre un socialisme ouvrier et le camp républicain, c'est-à-dire les secteurs de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie qui s'opposaient à l'Ancien Régime* »². Et le projet émancipateur du « big bang » en est bien raboté : pas de socialisme, encore moins de communisme, mais la reconstruction d'un « *nouveau tout* » pour les « *services*



publics, l'égalité, la solidarité et la transition écologique » contre le « *capitalisme financiarisé* ».

La quasi-absence de perspectives pour les luttes

DifférentEs animateurEs des mobilisations sociales étaient présentEs le 30 juin, mais le discours politique de C. Autain n'avance aucune campagne, aucune proposition pour les luttes de la rentrée. La seule campagne unitaire évoquée est celle contre la privatisation d'Aéroports de Paris, pour expliquer qu'on peut faire l'unité avec la droite dans une campagne concrète, mais qu'« *on ne va pas gouverner* » avec elle. C'est donc dans le sens inverse qu'Olivier Besancenot est

intervenu, pour indiquer que notre proposition est de « *se retrouver, en permanence, dans le cadre des mobilisations. [...] Certains vont dire "c'est encore le coup de l'unité dans les luttes, et les perspectives politiques alors ?" Camarades, en trente ans, la seule chose qu'on n'ait pas tenté pour dénouer les questions politiques, c'est de prendre les choses comme ça !* »

Une perspective pour les luttes... ou pour les élections ?

De fait, cette faiblesse de la référence aux luttes futures laisse comme seules perspectives les élections municipales, voire la prochaine présidentielle. On sent pointer le projet d'une candidature à la

présidentielle concurrente à celle, prévisible, de Jean-Luc Mélenchon, à travers le positionnement de Clémentine Autain.

Les initiateurEs proposent des réunions partout autour du « big bang », avec une réunion nationale les 7 et 8 décembre. Leur idée est probablement de fonder un nouveau mouvement, qui prenne son autonomie par rapport à la direction de La France insoumise. En soi, il est positif que les courants qui refusent son orientation populiste se structurent pour la combattre. Mais le risque, alors que l'initiative semblait positive, est de n'avoir comme résultat, ni la construction d'un cadre unitaire pour la construction des mobilisations, ni celle de l'organisation dont nous avons besoin pour renverser le capitalisme, mais la reconstruction d'un cadre pour peser à la marge dans les débats au sein de la gauche institutionnelle puisque, face aux grandes manœuvres des poids lourds que sont Mélenchon, le PCF ou le PS, on ne voit pas bien comment cette initiative pourrait construire un rapport de forces suffisant pour peser réellement.

Antoine Larrache et Joséphine Simphon

¹ – Sauf indication contraire, les citations sont celles du discours, ovationné, de Clémentine Autain : <https://www.facebook.com/2882052348534170/videos/1341987389286697/> (à partir de la 24^e minute).

² – François Sabado, « La gauche, une ambiguïté historique fondamentale », *Critique communiste* n°176, juillet 2005. Lire aussi, dans le même numéro, l'article de François Duval, « Passé de la gauche et gauche du passé ».

11^e université d'été du NPA

De Rosa Luxemburg au mouvement zapatiste

La 11^e université d'été du NPA, qui se déroulera à Port-Leucate du 25 au 28 août, s'organisera notamment autour de deux grandes thématiques : le mouvement des Gilets jaunes (et ce qu'il nous dit de la situation politique et sociale) et les phénomènes de mutation autoritaire des démocraties bourgeoises. Nous avons déjà eu l'occasion de signaler plusieurs de nos invitéEs, et reviendrons plus en détail sur le programme complet la semaine prochaine, tout en pouvant déjà signaler que, comme chaque année, l'université d'été sera l'occasion de célébrer plusieurs anniversaires.

Sous le signe des anniversaires

Le choix a été rude, tant les événements qui auraient légitimement mérité d'être revisités sont nombreux. Nous aurons ainsi l'occasion de revenir sur le centième anniversaire de la mort de la révolutionnaire Rosa Luxemburg, assassinée par les forces contre-révolutionnaires en 1919, et à laquelle nous consacrerons pas moins de trois séances : « *Conscience de classe, partis et syndicats* », « *Réforme ou révolution ?* » et « *Socialisme ou barbarie ?* ». 1919 fut également l'année de la fondation de



la III^e internationale, à laquelle une séance sera consacrée, de même que sera organisé un atelier autour du « *Bienno Rosso* », les « *deux années rouges* » de l'Italie en 1919-1920. Puisque l'on parle anniversaires, comment ne pas évoquer celui de la révolution chinoise (1949) et de l'écrasement du soulèvement de la place Tien-an-Men (1989), à chacun desquels une séance sera consacrée. Retour également sur la révolution cubaine de 1959 et sur la révolution iranienne de 1979, dans des ateliers qui ne se contenteront pas, bien entendu, de revenir sur l'histoire,

mais aussi de s'intéresser à l'actualité de ces deux pays. Retour également sur les émeutes de Stonewall (1969), moment fondateur des marches des fiertés LGBTI. Enfin, nous reviendrons sur le mouvement zapatiste et ses trajectoires depuis 25 (!) ans, puisque c'est le 1^{er} janvier 1994 que l'armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a émergé au grand jour, se lançant dans une révolution à forte dimension internationaliste. Un programme chargé donc, sachant que d'autres anniversaires pourraient encore s'inviter. Affaire à suivre... **Commission université d'été**

Tarifs par personne (pension complète, logement et repas du samedi 24 août au soir jusqu'au jeudi 29 août au matin)

Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800 €	124 €
entre 800 € et 1 000 €	144 €
entre 1 000 € et 1 220 €	168 €
entre 1 220 € et 1 320 €	200 €
entre 1 320 € et 1 420 €	224 €
entre 1 420 € et 1 720 €	264 €
entre 1 720 € et 2 020 €	300 €
entre 2 020 € et 2 520 €	320 €
entre 2 520 € et 3 000 €	356 €
entre 3 000 € et 3 500 €	396 €
entre 3 500 € et 4 000 €	448 €
supérieur à 4 000 €	504 €
Enfants	Tarifs
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112 €
plus de 11 ans	124 €

Date limite des inscriptions : dimanche 18 août 2019

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : WWW.NPA2009.ORG/UE2019

Exposition

Le modèle noir

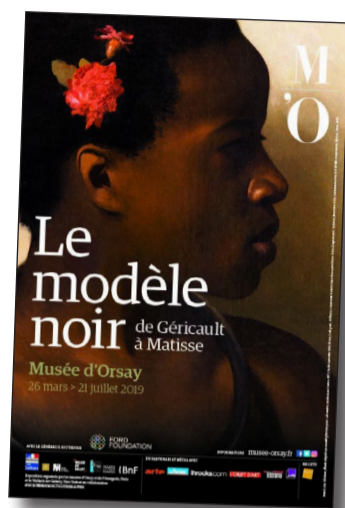
Musée d'Orsay, jusqu'au 21 juillet.

Le modèle noir témoigne d'une évolution importante dans les expositions artistiques. En effet, ces dernières proposent depuis quelque années une approche historique et thématique abordant des questions qui, jusqu'à une période très récente, étaient occultées par les institutions. Ainsi est-ce le cas de la représentation et de la place des femmes dans les rapports sociaux; ou des questions liées à la représentation des populations racisées et des peuples colonisés dans le monde occidental, et plus particulièrement dans les grandes puissances coloniales.

Exclusion du champ de l'humanité

Sur ce plan l'exposition, interrogée de façon très intéressante et souvent pertinente la question du statut des Noirs dans l'art et les arts décoratifs, jusque dans le monde de la caricature, du dessin de presse et de la publicité. L'exposition investit également la façon dont la question se traite au sein du milieu artistique et littéraire. Elle interroge et repense la question des titres des œuvres. On peut percevoir la force des stéréotypes qui sous-tendent nombre de représentations marquées par un darwinisme racial. La hiérarchisation des races et des cultures fait ici écho aux théories des Gobineau et autres précurseurs du racialisme

inhérent à l'expansion coloniale européenne. L'exposition prend à la fois un parti anthropologique, historique et documentaire, qui permet de montrer les poncifs véhiculés par l'image et le texte à l'égard des Noirs. Mais surtout elle révèle leur exclusion du champ de l'humanité en les liant à une violence « animale » et une infériorité intellectuelle consubstantielle à leur être; ou en faisant ressortir une sensualité et une sexualité « exacerbées », porteuses d'une dimension « satanique », à la fois attirante et menaçante. Ces stéréotypes les enfermaient dans la catégorie du « sauvage » au regard de la « civilisation ». Nombre d'œuvres montrent aussi l'assignation à un statut subalterne de la plupart des personnages représentés. Même dans les scènes représentant l'abolition de l'esclavage, cet impensé n'est pas absent (cf. le tableau du peintre Briard). Cette différenciation se perçoit aussi dans la façon dont les Noirs sont relégués à une nudité ou une semi-nudité les assignant à une place de sujets ou d'objets sexuels. Mais on peut percevoir une nette différence entre la façon dont Géricault dans *le Radeau de la méduse*, Cézanne dans *le Noir Scipion* ou Manet avec *Olympia* intègrent la figure du Noir, et celles d'un peintre comme Gérôme qui fit du pittoresque oriental un commerce lucratif.



Le stéréotype physique et ses connotations dévalorisantes prennent de l'ampleur dans le domaine de la caricature ou du dessin de presse. L'exposition montre bien les multiples aspects du substrat idéologique à ces représentations. On voit d'ailleurs comment certains artistes doivent en passer par ce carcan pour émerger comme personnalité (Joséphine Baker ou Chocolat).

Lacunes et problèmes

Nous voudrions cependant souligner un certain nombre de lacunes et de problèmes. Tout d'abord l'association des approches anthropologique, documentaire et artistique ne trouve pas toujours une articulation satisfaisante. Il y a une forme de relativisme esthétique qui nous semble minorer l'articulation entre l'académisme, le pompiérisme et les clichés orientalistes voire racistes d'un certain nombre d'œuvres exposées. Ensuive l'exposition inscrit en sous-titre « De

Géricault à Matisse » et semble aborder l'histoire française de cette représentation. Mais dans les faits, pour la période de l'après-guerre, elle étend son domaine à la scène américaine d'une façon quasi exclusive; comme si la question coloniale et celles du statut et de l'identité noire avaient disparu de la scène française avec la décolonisation.

On est là dans un double déni et à la limite de la contre-vérité historique. Sans remettre en cause l'intérêt des artistes américains et afro-américains de l'exposition, on peut quand même s'interroger sur ce décentrement. Pour les artistes noirs vivant en France ou venant de l'espace historique de l'empire colonial, comment justifier l'absence d'artistes comme Hervé Télémaque avec ses références ironiques et caustiques (par exemple à l'imagerie coloniale de Banania), ou Bartholoméo Togo, dont les autoportraits en immigrant clandestin sont incontournables? Pourquoi ne pas montrer le déplacement opéré chez les artistes français en faveur d'une représentation de figures de l'histoire noire émancipatrice, tant dans le domaine politique qu'artistique, comme les portraits de la série *Jazz* ou de Malcolm X, Frantz Fanon et Patrice Lumumba de Bernard Rancillac? Du coup, l'unique présence d'artistes américains et afro-américains peut laisser penser que s'opère par la bande une oblitération de la question noire et de son importance dans la France post ou néocoloniale. Comme si le « modèle noir » était devenu une question extérieure à la scène française!

Philippe Cyroulnik

Festival

Jazz In Marciac (42^e édition)

Du 25 juillet au 13 août 2019.

On ne sait plus quel superlatif employer pour caractériser Jazz In Marciac, tant chaque année la programmation se renouvelle pour rassembler le gratin du be-bop, du jazz ou du jazz-rock sur plus d'une quinzaine de jours¹.

Concerts payants et gratuits

Les concerts payants et quotidiens se tiennent sous un chapiteau de 6000 places et/ou entre les murs beaucoup plus intimes de la salle de 500 places de l'« Astrada » (la « destinée » en occitan). Les organisateurs proposent aussi des concerts gratuits sur la place de la mairie, tandis que les ruelles et arcades du bourg devenu capitale réserveront bien des surprises artisanales ou gustatives du Gers².

Notre sélection sera forcément subjective. On pourra éviter le concert de Sting du 25 juillet (complet de toute façon) pour se consacrer, le lendemain, à l'ouverture jazz du festival avec le trompettiste et compositeur Wynton Marsalis pour un programme spécial Marciac. La « Janis Joplin des temps modernes » Beth Hart se produira dimanche 28 juillet. Chucho Valdes, l'un des artisans majeurs de la fusion entre Cuba et l'Afrique, offrira son projet *Jazz Bata* le 29 juillet. Le pianiste Chick Corea nous amènera en Espagne pour un soir avec son groupe The Spanish Heart Band le mardi 30 juillet. La diva Melody Gardot se fauilera, quant à elle, avec sa grâce habituelle entre tous les styles, le vendredi 2 août.

Un évènement unique en Europe: Ahmad Jamal

Le dimanche 4 août sera à ne rater sous aucun prétexte puisque le légendaire pianiste Ahmad Jamal y donnera son unique concert en Europe! Alors que vous serez à peine remis de vos émotions, le cubain Roberto Fonseca et ses invités vous tiendront éveillés une bonne partie de la nuit du mardi 6 août. Le jeudi 8 août, un concert hommage sera rendu à Michel Petrucciani pour célébrer les 20 ans de sa disparition. Le même soir, à l'Astrada, Anne Pacey et son orchestre joueront l'intégralité de l'album *Bright Shadows*, une odysée et un poème au monde où la batteuse chantera. Toujours dans la catégorie émotion et à l'Astrada, Sarah McKenzie, la jeune chanteuse-pianiste-compositrice australienne, se produira le 13 août avec son nouvel album *Secrets of my Heart* et conclura le festival.

Sylvain Chardon

1 - Pour consulter le programme complet ou réserver:

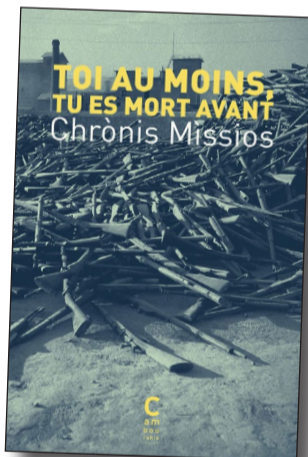
www.jazzinmarciac.com

2 - Comme au Blues Passions de Cognac, seule la musique est à consommer sans modération

3 - Son CD *ABUC* fut une révélation. Voir *L'Anticapitaliste* n°378 (6 avril 2017).



Essai



Toi au moins, tu es mort avant, de Chronis Missios

Éditions Cambourakis, 2019, 368 pages, 12 euros.

Ce livre, publié en Grèce en 1985, est un long monologue, celui d'un ex-militant du Parti communiste de Grèce, surnommé « Salonique » (du nom de la ville où il a vécu et milité), qui relate sa vie à un de ses camarades mort au début de la guerre civile. C'est l'auteur lui-même qui parle.

21 ans en prison et en déportation

Né en 1930, il quitte l'école pour travailler lorsque son père syndicaliste est arrêté en 1938. Il aide la Résistance durant l'occupation allemande, puis rejoint l'Armée populaire de libération qui a animé la lutte antinazie et que Britanniques et États-Uniens, alliés à la droite et aux anciens colabos grecs, veulent désarmer et en fait anéantir. La guerre civile commence, elle durera jusqu'en 1949. En 1947, Missios/Salonique est arrêté et condamné à mort. Il attend son exécution; presque chaque jour, un de ses codétenus est exécuté. Au bout de 9 mois, sa peine est commuée en prison à perpétuité.

C'est le début d'une longue série de transferts de prison en prison, ponctués de coups et de tortures, car il continue à militer avec ses camarades contre les brimades, pour se faire reconnaître comme prisonniers politiques, tout en refusant de signer la déclaration de repentir que le régime veut leur extorquer. En 1962, Missios est libéré, puis il est arrêté à nouveau en 1967 sous le régime des colonels. Il sera incarcéré jusqu'en 1973. Au total, il aura passé 21 ans en prison et en déportation. Le monologue de Salonique se développe en boucle, les épisodes s'entremêlent. Au départ, c'est un gamain que ne sait ni lire ni écrire, et c'est le cas de beaucoup de ses camarades (à l'époque, en Grèce, 30% de la population était illettrée et beaucoup d'enfants abandonnaient l'école avant la fin des années de scolarité obligatoire); il apprendra en prison, le parti poussant ses militants à s'instruire. Ces communistes de base ne comprennent pas toujours les mots employés par les dirigeants, les « intellectuels » (et bien sûr les juges). Son parcours, c'est celui de milliers de militants de l'époque arrêtés et envoyés dans le « hachoir à viande ». Il évoque ce qui le préoccupe au jour le jour, ses aspirations, ses rêves, sa résistance quotidienne, l'amitié, la solidarité. Les tortures lui feront frôler la folie.

Amour de la liberté et de la fraternité humaine

Il ne faut pas attendre du discours de Salonique une analyse des tourments du PC grec, des rapports avec l'URSS (qui, lors des accords de Yalta, avait accepté que la Grèce reste dans la sphère d'influence occidentale). Tout au plus, un éloignement progressif de la « Direction » dont l'influence a des relais jusque dans les prisons: même là, il est hors de question de s'écarter en quoi que soit de la « ligne » du moment. Il décrit comment certains prisonniers sont mis à l'écart car le « responsable » a décidé (sur quelles bases?) qu'ils n'étaient plus dignes de confiance. Sans parler de la détestation, brièvement évoquée, des trotskistes: un groupe de communistes irréductibles est régulièrement torturé, les « orthodoxes » s'entraident, essaient d'atténuer les douleurs après les séances, mais laissent souffrir seul le militant trotskiste qui subit les mêmes sévices. Missios décrit aussi la morale conservatrice que le parti impose à ses militants, morale qui bride en permanence l'amour de la vie qui est pourtant une des composantes de l'engagement révolutionnaire. Dans son monologue, les insultes volent: flics et matons traitent les prisonniers d'enculés, de salopes, de tantouzes et de pédés et les militants répliquent avec les mêmes mots (mais, dans un passage

du livre, Missios explique son estime pour les homosexuels « qui ont le courage de dire tout net à cette société de merde [...] oui, bande de conards, on est différents de vous »).

Avec le temps, il se distancie de plus en plus de la « Direction » (qui après la guerre civile s'est réfugiée dans les pays de la sphère soviétique); vers la fin du livre apparaissent des critiques plus explicites des manœuvres politiques, des directives absurdes qui mettent en péril les militantEs et de la mise à l'écart, voire de la dénonciation comme traités et agents des USA de certains dirigeants. Mais tout cela reste assez vague et on peut penser qu'il aurait pu en dire plus car, sur la fin, Missios est devenu un « cadre ». Quoi qu'il en soit, il restera au parti tant que celui-ci sera clandestin et pourchassé; il partira ensuite et refusera de revenir quand on le lui proposera.

Ce n'est pas le livre d'un repenté devenu anticommuniste: il assume sa vie passée, ses choix et ne se rallie pas aux vainqueurs. À travers l'ensemble du livre transparait un amour de la liberté et de la fraternité humaine et, même si ce n'est pas explicite, le drame de ces dizaines de milliers de communistes sincères pris en étau entre l'impérialisme et le stalinisme. S'adressant à son camarade mort, Salonique lui dit: « Les autres là-haut [...] nous ont sacrifiés sur l'échiquier de la stratégie mondiale [...] tu as de la chance d'être mort avant tout ça [...] ». Le grand malheur, c'est qu'on nous a laissés en plein désert, sans projet, sans rêve, sans doctrine, sans espoir, couillonnés, Abandonnés, avec un ciel vide au-dessus de nos têtes, à tirer notre charrette de vie ».

Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax: 01 49 28 52 43

Lundi: 14 h - 20 h, mardi au samedi: 12 h - 20 h

15 MOIS DE GRÈVE DES POSTIER-E-S DU 92

Bilan à chaud d'une lutte exemplaire

150 factrices et facteurs de Hauts-de-Seine ont fait grève pendant un peu plus de 15 mois, du 26 mars 2018 au 4 juillet 2019. L'objectif de La Poste, point de départ du conflit, était de briser les reins de SUD Poste 92 en obtenant le licenciement de Gaël Quirante, son secrétaire. Mais au total, les grévistes et leur syndicat sortent renforcés de la plus longue grève qu'ait connue La Poste.

Physionomie d'une grève

Le conflit a impliqué 150 factrices et facteurs en grève reconductible, ce qui représente 20% des effectifs au niveau départemental. La grève était majoritaire dans cinq bureaux : Boulogne-Billancourt, Levallois, Neuilly, Gennevilliers et Asnières. C'est un volume de grévistes trois fois plus grand que la moyenne des conflits postaux de ces dernières années. Alors que la grande majorité de ces grèves concernent un établissement et un nombre réduit de sites sur des revendications locales, la grève des postières et postiers du 92 s'est d'emblée inscrite dans un objectif commun à tous les bureaux, celui de la réintégration de Gaël, qui s'est rapidement doublé d'une opposition aux plans de suppressions d'emplois et de déqualification du métier de facteurE, projets stratégiques de La Poste au niveau national.

Vol de temps de travail à grande échelle

Lors de sa phase finale, la grève est parvenue à mettre en évidence la question du vol de temps de travail des facteurEs : pour la première fois, la presse nationale s'est fait l'écho des méthodes de calcul de la charge de travail utilisées par la direction dans toutes les réorganisations : la « Une » de Libération du 25 juin a bien mis en évidence l'utilisation de logiciels dont les algorithmes sont en décalage complet avec la réalité. Tous les calculs de la direction sont appuyés sur des normes fantaisistes, comme par exemple l'exigence de distribuer les lettres recommandées en une minute et trente secondes quel que soit le contexte. La Poste a même inventé une nouvelle unité de mesure du temps, le « centimute » (centième de minute) pour modéliser la charge de travail des factrices et facteurs... une charge qu'elle prétend en baisse structurelle en s'appuyant sur la baisse du nombre de lettres ordinaires. Mais le nombre de paquets, de recommandés, d'encombrants, et de boîtes aux lettres, augmentent ! En exposant un mécanisme de vol de temps de travail à grande échelle, utilisé pour supprimer des milliers d'emplois dans le pays, les grévistes ont ouvert la voie à une possibilité de remise en cause des restructurations au-delà de leur département.

Reports de réorganisations : du provisoire qui peut durer longtemps

142 embauches d'intérimaires en CDI ont été actées dans le protocole de fin de conflit pour 2018 et 2019, un nombre plus important que prévu initialement par La Poste. Deux tournées ont été recrées à Neuilly. Les réorganisations (plans de suppressions d'emplois) prévues sur les bureaux en grève ont été reportées à



HERMANN CLUCK

minima à mars 2020 pour Levallois, mai 2020 pour Boulogne, septembre 2020 pour Gennevilliers, et janvier 2021 pour Asnières. À ces dates, Levallois, Clichy ou Asnières n'auront ainsi pas subi de réorganisations depuis 10 ans ou plus ! Ces reports sont des périodes pendant lesquelles La Poste ne pourra pas mettre en place de réorganisation... il n'est pas du tout évident qu'elle réussisse à imposer ses projets à l'issue de ce délai. La moyenne entre deux restructurations dans le 92 est en effet de 7 à 8 ans, alors que la norme au niveau national est de 2 ans. Ces reports obtenus par les grèves successives dans le 92 sont-elles seulement une manière de retarder une échéance inévitable ? En réalité, ils montrent que la lutte paie. Si 150 factrices et facteurs peuvent bloquer des restructurations pendant plusieurs années, des milliers de postierEs pourraient obtenir bien plus : une mobilisation postale d'ampleur nationale permettrait de stopper les suppressions d'emplois et de renverser le rapport de forces.

Projets de démantèlement du métier de facteurE

À Boulogne, Asnières et Levallois, les grévistes ont également obtenu que les prochaines réorganisations se fassent sans « pause méridienne » ni « îlots » : il s'agit pour La Poste de mettre en application, pour 70% des tournées de facteurs d'ici 2020, une séparation des opérations de tri et de la distribution. Là où les factrices et facteurs triaient chacun leur propre tournée avant de la distribuer, La Poste met en place peu à peu des équipes dédiées au tri des tournées d'une part, et des distributeurEs de courrier d'autre part, qu'on prive ainsi de la maîtrise de l'ensemble du processus de travail et qu'on disperse sur plusieurs sites pour les transformer en machine à distribuer du papier... et même à distribuer n'importe quoi, colis, publicité, envois express Chronopost... Tous ces projets dits « innovants » sont mis aux oubliettes jusqu'à au moins 2022 voire 2023 dans les bureaux où la grève a été la plus forte, à savoir Asnières,

Levallois et Boulogne. Un exemple qui ne demande qu'à être étendu dans le 92 et ailleurs.

Percée en matière de droit syndical

Concernant le motif initial de la grève, on peut souligner qu'il n'est pas commun que des dizaines de salariéEs soient prêts à mettre sur la table la perte de plusieurs mois de salaire pour défendre un de leur collègues, qui se trouve être un délégué syndical. Ce qu'a en fin de compte permis d'arracher la grève, c'est de maintenir l'activité de Gaël alors qu'il a été licencié. Le jugement de janvier 2019 de la cour d'appel de Versailles a été rendu en pleine grève et dans la foulée des élections professionnelles où SUD Poste 92 a rallié une majorité absolue des suffrages (près de 52% avec plus de 86% de participation,

13% de plus qu'au niveau national) : ce jugement reconnaît la possibilité de Gaël d'intervenir syndicalement dans les centres postaux, de participer aux négociations... Gaël a ainsi signé le protocole de fin de conflit. La reconnaissance par les tribunaux de la légitimité du maintien de l'intervention syndicale d'un délégué licencié constitue une percée en matière de droit syndical, un point d'appui pour remettre en cause la chasse aux militantEs combattifs à La Poste et dans les autres secteurs.

Une stratégie payante

La caisse de grève des postières et postiers du 92 est une des plus importantes jamais mises en place en France. Le conflit donne la preuve qu'un groupe de salariéEs issus d'un secteur non-stratégique et relativement peu concentré de l'économie peut tenir le choc dans un affrontement avec la direction nationale du plus grand groupe du pays. En creux, cela laisse imaginer ce qui serait possible si de telles caisses de grève étaient systématisées et si une stratégie de confrontation était adoptée par des forces sociales autrement plus significatives. La stratégie de regroupement tous azimuts des grévistes a fini par payer. Regroupement des bureaux tout d'abord : chacun des bureaux en grève comprenait bien que pour gagner sur ses propres revendications, il fallait tenir jusqu'à ce que chacun des autres bureaux obtienne satisfaction, et que les objectifs communs soient atteints. Les AG de grévistes quotidiennes et décisionnelles ont à cet égard constitué un élément clé pour sonder le collectif de lutte. Regroupement des secteurs et fronts de lutte : les grévistes n'ont eu de cesse de mener des actions communes avec les étudiantEs, les cheminotEs, le Comité Adama, les Geodis... Sans cette politique d'extension et de convergence, jamais le soutien extérieur à la grève n'aurait été aussi important. Le comité de soutien aux grévistes a joué un rôle irremplaçable : il a permis de souder un collectif de lutte dont l'impact a été tout simplement décisif. C'est cette expérience vivante qui a enseigné aux postières et postiers que c'est en se tournant vers l'extérieur, en adoptant une politique d'extension, qu'on gagne les conflits.

Claudia Joe

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Le Monde.fr **MÉDICAMENTS: PÉNURIES ET FINANCIARISATION.** En dix ans, le nombre de médicaments en rupture de stock a été multiplié par plus de dix, passant de 44 en 2008 à plus de 600 en 2018. Et ce chiffre ne cesse d'augmenter. La ministre de la Santé Agnès Buzyn doit présenter lundi 8 juillet un plan pour lutter contre ces pénuries. Le professeur Alain Astier, membre de l'Académie nationale de pharmacie, qui a dirigé pendant près de quarante ans le département de pharmacie du groupe hospitalier Henri-Mondor à Créteil (AP-HP), en explique les causes.

Alain Astier: « On peut parler de ruptures d'approvisionnement lorsqu'une pharmacie d'officine ou d'hôpital est dans l'incapacité de dispenser la molécule à un patient, dans un délai de soixante-douze heures. Ces ruptures peuvent être de courte durée, ou beaucoup plus longues, jusqu'à l'arrêt du produit. Leur gravité dépend de sa nature et de sa capacité à être remplacé par d'autres. [...] Mais cela concerne aussi de plus en plus les médicaments importants, dits d'intérêt thérapeutique majeur (MITM), qui ne disposent pas d'alternatives appropriées. Une interruption de traitement représente une perte de chance pour le patient et peut mettre en jeu le pronostic vital. [...] Notons qu'il n'existe quasiment jamais de rupture de médicaments chers. L'industrie pharmaceutique s'est massivement financiarisée. Les Entreprises du médicament (LEEM), l'organisation qui représente l'industrie pharmaceutique, reporte souvent la faute sur les pharmacies hospitalières et les appels d'offres en disant qu'on ne les achète pas assez cher. Mais l'industrie abandonne souvent des produits non rentables et se concentre sur des produits nouveaux, qui rapportent beaucoup plus. Les stratégies industrielles de rationalisation à outrance des coûts de production conduisent les laboratoires à produire à flux tendu. On voit aussi des difficultés lors de la fabrication de matières premières ou des produits finis, très souvent délocalisée en Chine, en Inde... Je propose depuis des années que l'État se substitue à l'industrie privée si elle n'est pas capable de fournir des médicaments essentiels. C'est en train de se faire aux États-Unis où des hôpitaux se sont regroupés et ont créé une entreprise pharmaceutique à but non lucratif. En France, il y a des atouts, car on a une tradition de chimie fine de qualité et deux instances publiques : la pharmacie centrale des hôpitaux de Paris, dénommée Agence générale des équipements et produits de santé (Ageps), et celle des armées. C'est une notion de service public pour des produits stratégiques dont la fourniture devrait être assurée. L'idée est d'anticiper en ayant des stocks pour ces produits. [...] »

Alain Astier, Pascale Santi, « Les pénuries de médicaments sont un problème purement financier », *Le Monde*, 7 juillet 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org